

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	7
PARTIE 1 : BILAN AU NIVEAU NATIONAL	9
Données générales	
Offre nouvelle - chiffres clés (en nombre de logements)	10
Bilan des aides à la pierre	11
Détail des crédits engagés sur le programme 135	12
 Nombre de LLS financés depuis 1989 (PLAI, PLUS, PLS y compris Anru et Foncière) 	13
Évolution des LLS financés	14
Nombre de LLS financés par produit	15
Logements financés par l'Anru	16
Logements financés par l'Anru depuis 2004	17
Interventions de l'Anru depuis 2004	18
 PLS financés par l'Association Foncière Logement depuis sa création 	19
Répartition acquisition-amélioration et neuf	20
 Proportion de logements en acquisition-amélioration sur les LLS financés depuis 2005 	21
Logements financés par région et par zone	
 Recentrer la programmation des logements sur les zones tendues 	22
Pourcentage de LLS financés par région et par zone ABC	24
PLUS et PLAI financés par région	25
Poids des LLS financés dans les grands pôles urbains	26

•	LLS financés en acquisition-amélioration et part des logements vacants par produit	27
•	LLS financés en acquisition-amélioration et part des logements vacants par produit et par région	28
•	Logements financés dans les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU (y compris Anru)	29
•	Opérations financées dans le cadre du PNRQAD depuis 2011	30
•	Opérations financées au titre du programme « Investissements d'avenir »	31
•	Part des délégataires dans les opérations financées	33
•	Opérations de RHVS financées	34
•	Paiements des délégataires par rapport aux AE engagées – comparaison avec une cible théorique	35
Le	es publics particuliers	
Le •	Logements financés par type de bénéficiaires et par région	36
		36 37
٠	Logements financés par type de bénéficiaires et par région	
•	Logements financés par type de bénéficiaires et par région Logements étudiant	37
•	Logements financés par type de bénéficiaires et par région Logements étudiant Logements financés par type de produits et bénéficiaires	37 38
•	Logements financés par type de bénéficiaires et par région Logements étudiant Logements financés par type de produits et bénéficiaires Logements financés par type de structures et bénéficiaires Foyers pour personnes âgées et pour personnes	37 38 39
•	Logements financés par type de bénéficiaires et par région Logements étudiant Logements financés par type de produits et bénéficiaires Logements financés par type de structures et bénéficiaires Foyers pour personnes âgées et pour personnes dépendantes	37 38 39 40
•	Logements financés par type de bénéficiaires et par région Logements étudiant Logements financés par type de produits et bénéficiaires Logements financés par type de structures et bénéficiaires Foyers pour personnes âgées et pour personnes dépendantes PLS pour personnes âgées ou handicapées depuis 2005	37 38 39 40 41
•	Logements financés par type de bénéficiaires et par région Logements étudiant Logements financés par type de produits et bénéficiaires Logements financés par type de structures et bénéficiaires Foyers pour personnes âgées et pour personnes dépendantes PLS pour personnes âgées ou handicapées depuis 2005 Opérations d'hébergement financées	37 38 39 40 41

SOMMAIRE

•	Traitement des foyers de travailleurs migrants	45
Le	s maîtres d'ouvrage	
•	Logements financés par catégorie de maîtres d'ouvrage	46
•	Activité des différentes catégories de maîtres d'ouvrage	47
Le	s plans de financement moyen des opérations	
•	Montant moyen de subvention État pour les PLAI en logements ordinaires	48
•	Montant moyen de subvention État pour les PLAI en résidences sociales	49
•	Montant moyen de subvention État pour les PLUS	50
•	Surcharge foncière et prime spécifique IDF	51
•	Surcharge foncière et prime spécifique IDF par zone	52
•	Intervention d'Actions Logement dans le financement des opérations de logement	53
•	Prêts PLS mobilisés	54
•	Plan de financement moyen des opérations	55
•	Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Tous LLS	56
•	Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Logements étudiant	57
•	Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Logements ordinaires - PLAI	58
•	Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Logements ordinaires - PLUS	59
•	Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Logements ordinaires - PLS	60

•	Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Logements - foyers pour personnes âgées ou handicapées en PLS	61
•	Plan de financement moyen des opérations financées : Résidences sociales (PLAI)	62
•	Estimation des aides publiques mobilisées sur une opération de logement locatif social (Logements ordinaires et neufs)	63
•	Aides moyennes publiques en faveur du logement social : logements ordinaires et neufs financés en 2013	64
Le	es PSLA	
•	Répartition territoriale des opérations de PSLA financées en 2013	65
•	Logements financés en PSLA depuis 2004 : répartition par zone ABC	66
•	Logements financés en PSLA depuis 2004 : répartition par région	67
•	Répartition territoriale des opérations de PSLA financées depuis 2004	68
•	PSLA financés depuis 2004	69
Ca	aractéristiques techniques des opérations	
•	Coût logements ordinaires : PLUS, PLAI, PLS, neuf (en euros/m² de SU)	70
•	Modes de chauffage principal des opérations financées (LLS & PSLA)	71
•	Répartition des logements financés par taille : logements ordinaires (PLAI, PLUS, PLS)	72

SOMMAIRE

Les gens du voyage	
 Gens du voyage : nombre de places financées et montant des subventions par catégorie d'aire 	73
Les actions d'accompagnement	
MOUS financées par catégorie	74
Les maîtrises d'œuvre urbaines et sociales : typologie	75
Parc privé	
Interventions de l'Anah	76
PARTIE 2 : BILAN PAR RÉGION ET PAR TERRITOIRE DE PROGRAMMATION	79
LLS financés dans la région Île-de-France	80
LLS financés dans la région Alsace	81
LLS financés dans la région Aquitaine	82
LLS financés dans la région Auvergne	83
LLS financés dans la région Bourgogne	84
LLS financés dans la région Bretagne	85
LLS financés dans la région Centre	86
LLS financés dans la région Champagne-Ardenne	87
LLS financés dans la région Franche-Comté	88
LLS financés dans la région Languedoc-Roussillon	89
LLS financés dans la région Limousin	90

G	LOSSAIRE	107
•	LLS financés par territoire de programmation (hors Anru)	102
•	LLS financés dans la région Corse	101
•	LLS financés dans la région Rhône-Alpes	100
•	LLS financés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur	99
•	LLS financés dans la région Poitou-Charentes	98
•	LLS financés dans la région Picardie	97
•	LLS financés dans la région Pays-de-la-Loire	96
•	LLS financés dans la région Haute-Normandie	95
•	LLS financés dans la région Basse-Normandie	94
•	LLS financés dans la région Nord-Pas-de-Calais	93
•	LLS financés dans la région Midi-Pyrénées	92
•	LLS financés dans la région Lorraine	91

PRÉAMBULE

L'État mobilise des moyens importants pour le financement du logement social en France. Pour répondre aux nombreuses demandes - tant au niveau national que local - des différents acteurs de l'habitat, la direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages du ministère du Logement produit, depuis 2009, un recueil qui compile les données relatives au financement des logements sociaux recueillies dans l'infocentre SISAL à partir de l'instruction des demandes de financement effectuée, soit par les services de l'État, soit par les délégataires de compétences.

Utile aussi bien aux associations d'élus qu'aux bailleurs sociaux ou qu'à la Caisse des dépôts et consignations ou Action Logement, son contenu qui traite des nombreuses questions adressées au logement social (localisation, plan de financement, caractéristiques techniques, etc.) en fait une source d'information de référence pour l'ensemble du secteur.

Les données présentées dans ce document correspondent à <u>une photographie de l'activité de financement à la date du</u>

13 janvier 2014 dans l'infocentre SISAL. En effet, les services instructeurs peuvent, effectuer des mises à jour des opérations dont ils ont la charge, tant sur 2013 que sur les années précédentes. Par exemple, une opération peut être supprimée ou actualisée par la saisie des paiements effectués. De ce fait, une analyse effectuée ultérieurement dans SISAL se basera sur des éléments mis à jour et pourrait donner des résultats en partie différents de ceux publiés dans ce bilan. Par ailleurs, les délégataires ont la possibilité d'annuler des opérations financées au cours des années antérieures. Les ressources ainsi dégagées permettent de financer des opérations au titre de l'exercice en cours. Le bilan d'une délégation de compétence ne s'établit donc pas en additionnant les résultats des publications annuelles successives, mais en effectuant le bilan actualisé à partir de SISAL sur la durée de la convention.

Ce document de référence, en constante évolution, présente des analyses détaillées des opérations financées en métropole par le programme 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat ». Il inclut également une présentation synthétique des logements financés par l'Anru, l'Association foncière logement (AFL), l'Anah et, pour la première année, par le programme 123 dans les DOM.

De nombreuses politiques d'intervention de l'État y sont référencées telles que le programme d'investissement d'avenir, le suivi du programme de réhabilitation des FTM, ou la production de logements étudiants.

Ce recueil peut être téléchargé sur le site du ministère du Logement et de l'Égalité des territoires : www.territoires.gouv.fr

PRÉAMBULE

Clés de lecture :

Sauf mentions contraires, les résultats pour les PLUS et les PLAI sont constitués comme suit :

- PLAI = PLAI + Produit spécifique hébergement
- PLUS = PLUS + PLUS-CD + Palulos communales

Partie 1: Bilan au niveau national

Offre nouvelle - chiffres clés (en nombre de logements)

	1) Logements locatifs sociaux hors Anru			-	1
Le nombre total de logements locatifs sociaux (LLS hors Anru + LLS Anru + logements Anah	PLUS PLAI PLS PLS foncière Sous-total hors Anru 2) Anru Total LLS	Financés 54 788 29 734 32 543 117 065 12 071 129 136	Objectif du PAP (1) Objectif PLUS-PLAI 102 000 Objectif LLS total 150 000	<u>% réalisé</u> 83 % 78 %	PARC PUBLIC
conventionnés à l'APL) s'élève à : 140 522 logements conventionnés à l'APL	3) Anah Propriétaires occupants (PO) Propriétaires bailleurs (PB) - dont logements conventionnés APL Total Anah PO + PB	45 129 6 574 5 618 51 703			PARC PRIVÉ
	Logements conventionnés Anah sans travaux	5 768		_	
	PSLA location-accession	7 232		•	LOCATION- ACCESSION

⁽¹⁾ PAP : Projet annuel de performances du programme 135 « <u>Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</u> »

Bilan des aides à la pierre

Crédits sur le programme 135 (Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat), Anah, dispositifs non budgétaires (PLS & PSLA)

PRODUITS	Programme 135
PLUS	49 781 731
PLUS-CD	72 800
PLAI	240 878 215
PLS	
PLS foncière	
Produit spécifique hébergement	1 389 178
Surcharge foncière	77 468 308
Prime spécifique IDF	66 347 230
Total LLS	435 937 461
PALULOS	2 575 080
Démolition	612 050
MOUS & autres dispositifs	6 833 836
Études habitat	1 256 563
Gens du voyage	1 077 115
TOTAL AE 135	448 292 104
Propriétaire occupant	245 368 615
Propriétaire bailleur	102 434 883
Copropriété	35 398 334
Aides aux collectivités - Ingénierie	29 774 095
Aides aux collectivités - Travaux	186 187
Aides aux collectivités - RHI	11 999 976
Humanisation hébergement	6 473 558
Total consommation Anah	431 635 648
FART	108 118 776
Total d'AE – Parc privé	539 754 424

Nb de logements financés				
Nb total de logements	dont production hors Anru	dont production Anru	dont production DOM*	
63 573	54 704	5 535	3 334	
4 453	84	4 369		
34 528	29 618	2 167	2 743	
33 513	32 543		970	
0	0			
116	116			

136 183	117 065	12 071	7 047
	610		
	447		

^{*} Dans les DOM LLTS=PLAI, LLS=PLUS et PLS=PLS

Nb de logements financés		
Propriétaire occupant	45 129	
Propriétaire bailleur	6 574	
Total	51 703	

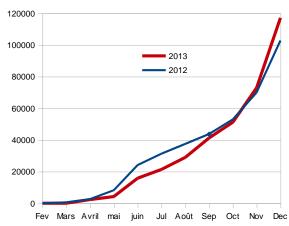
Logements conventionnés APL		
Avec travaux	5 618	
Sans travaux	5 768	
Total	11 386	

Déc. 2013 Déc. 2012 Déc. 2011 PLUS - PLAI (1) 84 522 72 129 75 025 PLS 32 543 30 599 40 864

Nb logements hors Anru et hors DOM

Total LLS	117 065	102 728	115 889							
(1) y compris produit spécifique hébergement										
PSLA	7 232	6 045	7 108							

Courbe mensuelle hors Anru et hors DOM



Détail des crédits engagés sur le programme 135

	Total 135, hors GDV et études	Logement + Prime + SF	dont SF et prime IDF	Palulos FTM	Palulos hors FTM	Démolition	Mous	GDV	Études habitat
Région	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Île-de-France	226 381 878	220 894 894	117 018 172	582 400	13 000		4 891 583	236 206	674 812
Alsace	7 778 426	7 523 464	562 000				254 962		55 887
Aquitaine	15 064 379	14 815 929	1 537 226				248 450	181 416	28 000
Auvergne	2 346 319	2 276 319					70 000		
Bourgogne	2 751 946	2 051 946			700 000				3 944
Bretagne	13 019 530	12 693 978	631 432		76 576		248 976		23 400
Centre	4 093 463	4 001 463					92 000	64 029	
Champagne-Ardenne	1 548 553	1 548 553							
Franche-Comté	878 999	499 749				379 250			
Languedoc-Roussillon	14 862 502	14 752 698	1 818 000		1 604		108 200	128 058	89 956
Limousin	940 565	844 765				72 800	23 000		8 400
Lorraine	5 211 900	5 040 400				160 000	11 500	168 609	74 952
Midi-Pyrénées	18 065 000	17 988 000	1 905 000				77 000		
Nord-Pas-de-Calais	16 945 012	16 751 262	1 648 794				193 750		91 830
Basse-Normandie	1 680 644	1 644 404					36 240		2 500
Haute-Normandie	3 559 097	3 473 450	288 100				85 647		27 986
Pays de la Loire	15 315 121	15 315 121	1 262 500						94 500
Picardie	3 392 549	3 392 549							
Poitou-Charentes	2 652 943	2 652 943							
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41 056 526	39 807 526	10 424 986	1 061 000	120 000		68 000		67 000
Rhône-Alpes	44 205 476	43 760 448	6 313 327		20 500		424 527	298 797	13 397
Corse	4 207 600	4 207 600	406 000						
Total	445 958 427	435 937 461	143 815 537	1 643 400	931 680	612 050	6 833 836	1 077 115	1 256 563
Total AE engagées sur le 135	448 292 104			Total palulo	s = 2 575 080				

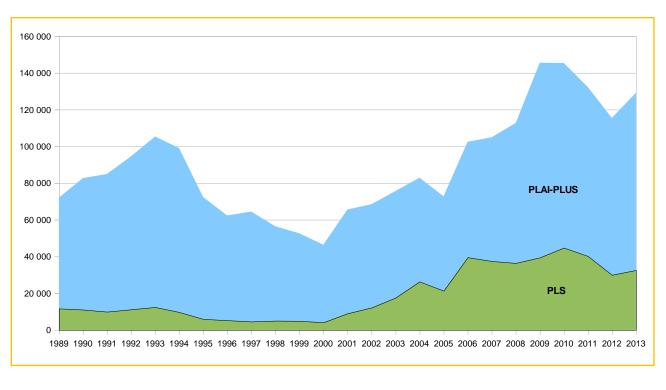
⁽a) offre nouvelle (LLS détaillé en note b) + interventions sur le parc HLM existant (cf. d,e,f) + actions d'accompagnement (MOUS)

Interventions sur le parc HLM existant : (d et e) Palulos, AQS, résidentialisation - (f) démolition, changement d'usage

⁽b) PLAI, produit spécifique hébergement, RHVS, PLUS, PLUS-CD, Palulos communale, PLS : subvention de base + subvention pour surcharge foncière + prime spécifique en IDF

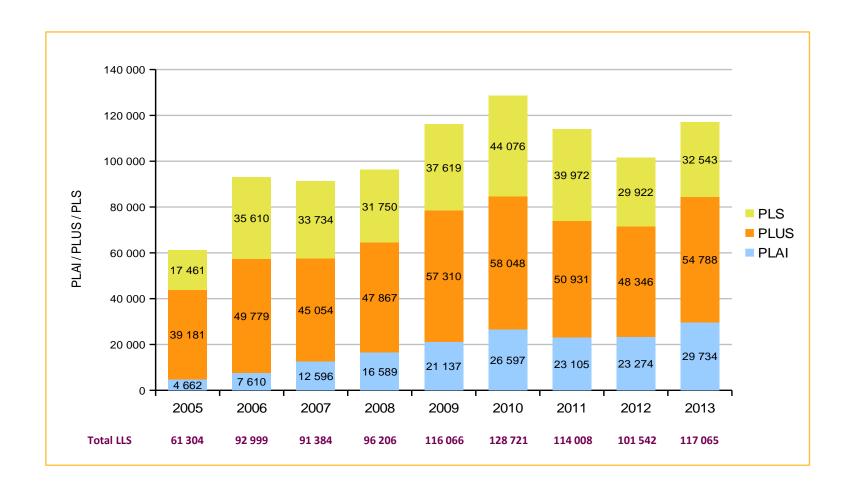
Nombre de LLS financés depuis 1989 (PLAI, PLUS, PLS y compris Anru et Foncière)

Année	PLS	PLAI PLUS	Total LLS
1989	11 628	60 348	71 976
1990	11 009	71 630	82 639
1991	9 855	75 019	84 874
1992	11 107	83 376	94 483
1993	12 416	92 868	105 284
1994	9 671	89 324	98 995
1995	5 899	66 440	72 339
1996	5 225	57 061	62 286
1997	4 510	59 911	64 421
1998	4 966	51 442	56 408
1999	4 868	47 695	52 563
2000	4 081	42 262	46 343
2001	8 944	56 595	65 539
2002	12 130	56 290	68 420
2003	17 525	58 090	75 615
2004	26 326	56 545	82 871
2005	21 285	51 467	72 752
2006	39 500	62 927	102 427
2007	37 462	67 421	104 883
2008	36 393	76 286	112 679
2009	39 406	106 087	145 493
2010	44 722	100 600	145 322
2011	40 189	92 043	132 232
2012	29 922	85 483	115 405
2013	32 543	96 593	129 136



Les données sont actualisées avec les données de l'infocentre SISAL : à partir de 2004 pour l'Anru, de 2005 pour le droit commun. Les données de la Foncière logement sont actualisées à fin 2011 (celle-ci n'a pas financé de PLS depuis 2012).

Évolution des LLS financés



Nombre de LLS financés par produit

Région	PLAI	PLUS	PLUS & PLAI	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS	% Obj. PLUS-PLAI*	% Obj. LLS*
Île-de-France	8 075	11 501	19 576	11 589	31 165	4 099	35 264	70,8 %	66,1 %
Alsace	904	983	1 887	780	2 667	246	2 913	72,3 %	86 %
Aquitaine	1 930	4 002	5 932	1 716	7 648	283	7 931	78,9 %	71,7 %
Auvergne	409	898	1 307	724	2 031	177	2 208	118,8 %	81,9 %
Bourgogne	285	604	889	731	1 620	250	1 870	78 %	75,3 %
Bretagne	1 485	3 239	4 724	1 233	5 957	29	5 986	100,7 %	84,6 %
Centre	630	1 270	1 900	902	2 802	655	3 457	105,6 %	98,3 %
Champagne-Ardenne	572	681	1 253	574	1 827	466	2 293	127,9 %	97,2 %
Franche-Comté	104	296	400	49	449	238	687	60,6 %	42,4 %
Languedoc-Roussillon	1 714	3 245	4 959	1 169	6 128	60	6 188	85,9 %	83,1%
Limousin	182	373	555	180	735	20	755	132,1 %	118,5 %
Lorraine	731	1 303	2 034	551	2 585	339	2 924	124 %	107,3 %
Midi-Pyrénées	1 800	3 192	4 992	1 748	6 740	57	6 797	93 %	105 %
Nord-Pas-de-Calais	1 745	3 974	5 719	860	6 579	1 356	7 935	84,4 %	80,4 %
Basse-Normandie	464	886	1 350	795	2 145	226	2 371	109,8 %	90,1 %
Haute-Normandie	563	1 686	2 249	531	2 780	615	3 395	92,9 %	86,9 %
Pays de la Loire	1 681	3 518	5 199	1 523	6 722	242	6 964	109 %	94,4 %
Picardie	589	1 009	1 598	512	2 110	173	2 283	122 %	86,5 %
Poitou-Charentes	640	944	1 584	999	2 583	140	2 723	120 %	97,8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 060	4 709	6 769	2 094	8 863	1 018	9 881	67,4 %	71 %
Rhône-Alpes	3 004	6 186	9 190	3 229	12 419	1 382	13 801	74,4 %	78,4 %
Corse	167	289	456	54	510		510	108,6 %	104,1 %
Total	29 734	54 788	84 522	32 543	117 065	12 071	129 136	82,9 %	78 %

^{*} L'atteinte des objectifs ne prend pas en compte l'Anru

Subvention État engagée (y compris PIA)	332 905 766	112 436 784		11 981 427	457 323 977
Production des délégataires	15 925	29 931	45 856	15 360	61 216
(Nb de LLS)	53,6 %	54,6 %	54,3 %	47,2 %	52,3 %
En montant de subvention État	171 547 598	57 272 491		9 987 427	238 807 516
engagée	51,5 %	50,9 %		83,4 %	52,2 %

Logements financés par l'Anru

1) Bilan 2013

Région	Logts Anru	Total LLS	% des LLS Anru	PLAI	PLUS	PLUS-CD
Île-de-France	4 099	35 264	12 %	830	2 015	1 254
Alsace	246	2 913	8 %	58	145	43
Aquitaine	283	7 931	4 %	19	97	167
Auvergne	177	2 208	8 %		6	171
Bourgogne	250	1 870	13 %	35	111	104
Bretagne	29	5 986		7	4	18
Centre	655	3 457	19 %	60	464	131
Champagne- Ardenne	466	2 293	20 %	85	111	270
Franche-Comté	238	687	35 %	55	142	41
Languedoc- Roussillon	60	6 188	1%	38	22	
Limousin	20	755	3 %	4	16	
Lorraine	339	2 924	12 %	38	105	196
Midi-Pyrénées	57	6 797	1%	28	29	
Nord-Pas-de-Calais	1 356	7 935	17 %	25	533	798
Basse-Normandie	226	2 371	10 %	16	198	12
Haute-Normandie	615	3 395	18 %	110	431	74
Pays de la Loire	242	6 964	3 %	108	92	42
Picardie	173	2 283	8 %	47	2	124
Poitou-Charentes	140	2 723	5 %	23	59	58
Provence-Alpes- Côte d'Azur	1 018	9 881	10 %	285	321	412
Rhône-Alpes	1 382	13 801	10 %	296	632	454
Corse		510				
Total	12 071	129 136	9 %	2 167	5 535	4 369
	%	des différen	ts produits	18 %	46 %	36 %

2) Résultats depuis la création de l'Anru

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nb de LLS financés	4 886	7 624	5 538	9 771	11 830	27 640	15 955	18 007	13 863	12 071
Cumul	4 886	12 510	18 048	27 819	39 649	67 289	83 244	101 251	115 114	127 185
Démolition financée (nb cumulé de logements)	7 234	17 879	24 470	39 252	53 157	74 771	93 544	108 115	120 835	134 345

Comme l'indique le RGA de l'Anru (titre III - §1.5), « la reconstitution de l'offre est appréciée selon la tension du marché local du logement, la vacance structurelle dans le parc, l'évolution du marché, la démographie de l'agglomération et l'étendue de la concentration de logements sociaux . » On observe sur la période que :

- le taux de reconstitution de l'offre est plus élevé dans les zones tendues
- la proportion des LLS financés par l'Anru dans les zones A et B1 représentent 53 % de ses interventions

Opérations financées depuis 2004	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Total
II S financéa nou l'Ann.	34 892	33 094	46 557	12 642	127 185
LLS financés par l'Anru	27,4 %	26,0 %	36,6 %	9,9 %	
LLS hors Anru	28,4 %	31,8 %	22,1 %	17,7 %	
Démolitions financées	31 562	30 883	53 263	18 637	134 345
Taux de reconstitution de l'offre	1,11	1,07	0,87	0,68	0,95

Logements ordina	aires par taille	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4	Type 5
Anru	122 152	2,8 %	21,7 %	38,4 %	28,5 %	8,6 %
Hors Anru	804 497	11,6 %	22,3 %	36,7 %	24,5 %	4,9 %

L'intégration des opérations de l'Anru dans Sisal étant relativement récente, certaines opérations anciennes n'ont pas pu être intégrées. On pourra donc observer un écart entre les chiffres cumulés présentés ici et des résultats de l'Anru par ailleurs, mais il demeure très faible.
L'ensemble de ces données n'inclut pas l'activité de l'Anru dans les DOM.

Logements financés par l'Anru depuis 2004

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nb de LLS financés	4 886	7 624	5 538	9 771	11 830	27 640	15 955	18 007	13 863	12 071
Cumul	4 886	12 510	18 048	27 819	39 649	67 289	83 244	101 251	115 114	127 185
Démolition financée (nb cumulé de logements)	7 234	17 879	24 470	39 252	53 157	74 771	93 544	108 115	120 835	134 345
% de logements financés hors ZUS (cumul)	33 %	30 %	30 %	33 %	34 %	37 %	39 %	41%	42 %	42 %
% de logements financés dans les communes art. 55 (cumul)	16,8%	17,8 %	17,5 %	15,7 %	14,5 %	13,5 %	14 %	13,8 %	13,3 %	13,9 %
Communes art. 55 hors ZUS (cumul)	10,1%	6,5 %	6,8 %	6,1%	6,1%	6,1%	6,5 %	6,4 %	6,2 %	6,5 %
PLS en ZUS (cumul)	585	1 243	4 014	6 446	7 547	9 735	12 901	16 091	17 809	19 880
PSLA en ZUS (cumul)		135	443	748	828	906	1 074	1 857	2 273	2 850

Les PLS et les PSLA ne sont pas financés par l'Anru. L'ensemble de ces données n'inclut pas l'activité de l'Anru dans les DOM. La diversification de l'habitat est un des objectifs de l'Anru (cf. RGA - titre III - §1.5), par une meilleure localisation de cette production dans la commune, l'agglomération ou le bassin d'habitat, ce qui implique qu'une partie de cette production soit réalisée hors site, i.e. en dehors des ZUS ou extensions au titre de l'article 6 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003.

Clé de lecture : valeur cumulée

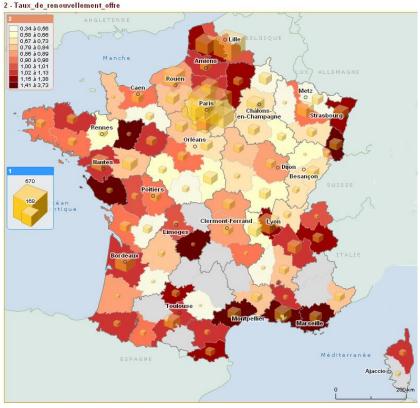
Depuis 2004, 42 % des LLS financés par l'Anru sont situés hors site.

En cumul depuis 2004, les PLS en ZUS représentent 6,3 % du total des PLS financés.

En cumul depuis 2004, les PSLA en ZUS représentent 8,9 % du total des PSLA financés.

Interventions de l'Anru depuis 2004





L'agglomération de Paris (unité urbaine) représente près du tiers des interventions de l'Anru (en subventions engagées).

Les quinze premières agglomérations sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Agglomération	Subvention ANRU (M€)	Taux de reconstitution de l'offre (constaté)	Taux de reconstitution de l'offre (prévisionnel)	Rang de l'agglo dans le prévisionnel
Paris	4 203	112 %	111 %	1
Lille (partie française)	385	110 %	95 %	3
Bordeaux	287	99 %	103 %	5
Lyon	261	179 %	130 %	2
Rouen	193	86 %	88 %	6
Toulouse	185	108 %	131 %	7
Marseille - Aix-en-Provence	184	176 %	117 %	4
Nancy	178	96 %	84 %	13
Douai - Lens	175	112 %	116 %	9
Valenciennes (partie française)	165	89 %	101 %	12
Strasbourg (partie française)	158	116 %	82 %	8
Saint-Étienne	141	79 %	89 %	15
Nantes	135	111 %	112 %	27
Reims	134	82 %	82 %	16
Bourges	130	67 %	68 %	20

Taux de reconstitution de l'offre =

Nombre de logements PLUS-PLAI financés / Nombre de logements financées en démolition

Les chiffres de démolition ne concernent que la famille 1 des interventions de l'Anru (parc HLM) et non la famille 11 (interventions sur l'habitat privé). La différence entre les taux de reconstitution de l'offre constaté et prévisionnel tient aux rythmes d'avancement des projets.

PLS financés par l'Association Foncière Logement depuis sa création

Région	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total	_	financés dans nes art. 55 *
Île-de-France	170	1 209	1 413	1 177	1 386	1 086	1 615	570	146	65	8 837	3 481	39,4 %
Alsace	12	123	54	68	51	78	91	0	0	0	477	169	35,4 %
Aquitaine	12	227	141	110	274	496	285	249	67	11	1 872	1 190	63,6 %
Auvergne	0	0	23	45	16	36	0	0	0	0	120	41	34,2 %
Bourgogne	0	0	0	96	0	24	47	0	0	0	167	59	35,3 %
Bretagne	0	92	178	48	33	254	242	53	53	22	975	422	43,3 %
Centre	20	97	148	78	30	133	95	30	12	0	643	286	44,5 %
Champagne-Ardenne	0	49	39	0	0	45	100	0	0	0	233		0 %
Franche-Comté	0	0	46	10	0	9	7	0	8	0	80		0 %
Languedoc-Roussillon	9	20	152	160	135	0	83	65	0	0	624	239	38,3 %
Limousin	0	97	57	30	0	0	0	0	0	0	184	87	47,3 %
Lorraine	0	87	22	51	0	0	0	0	0	0	160	41	25,6 %
Midi-Pyrénées	9	186	127	130	223	336	300	78	39	18	1 446	1 288	89,1%
Nord-Pas-de-Calais	8	78	96	65	54	10	121	51	34	37	554	80	14,4 %
Basse-Normandie	0	34	30	16	0	67	41	73	30	0	291		0 %
Haute-Normandie	20	134	11	222	124	0	84	32	0	0	627	92	14,7 %
Pays de la Loire	0	50	92	278	302	194	176	57	14	18	1 181	232	19,6 %
Picardie	36	211	68	41	18	97	31	58	0	0	560	36	6,4 %
Poitou-Charentes	0	92	174	15	124	24	0	13	39	0	481	212	44,1 %
PACA	0	234	351	658	712	368	773	378	136	46	3 656	2 882	78,8 %
Rhône-Alpes	0	169	262	526	408	471	552	70	68	0	2 526	1 238	49 %
Corse	0	12	0	0	0	0	0	10	0	0	22		0 %
Total	296	3 201	3 484	3 824	3 890	3 728	4 643	1 787	646	217	25 716	12 075	47 %

^{*} Il s'agit des communes soumises aux dispositions des articles L 302-5 et suivants du CCH. L'un des objectifs de la création de l'Association Foncière Logement (AFL) était de financer des PLS dans les communes qui comptent moins de 20 % de logements locatifs sociaux.

Rappelons que les PLS financés par l'AFL ne sont pas des PLS classiques compte tenu des ménages que doit loger l'AFL. Celle-ci doit respecter la répartition suivante : 1/3 des ménages aux revenus inférieurs à 60 % du plafond PLUS, les plafonds de loyers pratiqués étant ceux du PLUS ; 1/3 des ménages aux revenus compris entre 60 % et 100 % du plafond PLUS, les plafonds de loyers pratiqués étant progressifs du plafond PLUS au plafond PLUS au plafond PLUS, les plafonds de loyers pratiqués étant ceux du PLS.

L'AFL n'a financé aucun PLS depuis 2012.

Répartition acquisition-amélioration et neuf

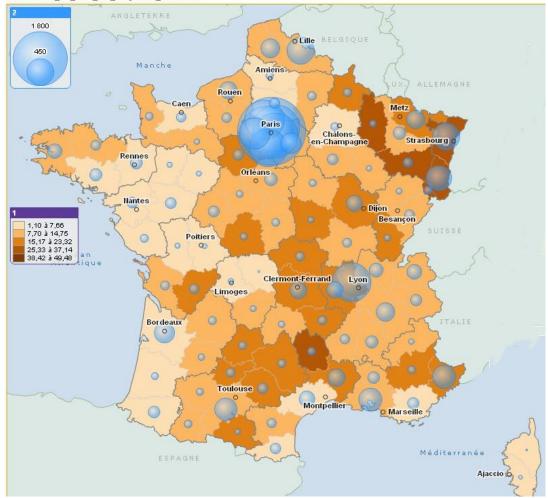
	PLA	d.	PLU	JS	ŀ	PLS	Total		Total A.A	% neuf
Région	A.A	NEUF	A.A	NEUF	A.A	NEUF	A.A	NEUF	+ NEUF	% neui
Île-de-France	914	7 161	1 548	9 953	3 646	7 943	6 108	25 057	31 165	80,4 %
Alsace	216	688	121	862	39	741	376	2 291	2 667	85,9 %
Aquitaine	202	1 728	195	3 807	55	1 661	452	7 196	7 648	94,1 %
Auvergne	50	359	115	783	40	684	205	1 826	2 031	89,9 %
Bourgogne	40	245	110	494	28	703	178	1 442	1 620	89 %
Bretagne	90	1 395	382	2 857	78	1 155	550	5 407	5 957	90,8 %
Centre	93	537	80	1 190	83	819	256	2 546	2 802	90,9 %
Champagne-Ardenne	177	395	15	666	141	433	333	1 494	1 827	81,8 %
Franche-Comté	41	63	148	148		49	189	260	449	57,9 %
Languedoc-Roussillon	167	1 547	237	3 008	109	1 060	513	5 615	6 128	91,6 %
Limousin	9	173	28	345	13	167	50	685	735	93,2 %
Lorraine	167	564	137	1 166	74	477	378	2 207	2 585	85,4 %
Midi-Pyrénées	243	1 557	230	2 962	325	1 423	798	5 942	6 740	88,2 %
Nord-Pas-de-Calais	264	1 481	261	3 713	12	848	537	6 042	6 579	91,8 %
Basse-Normandie	24	440	20	866	11	784	55	2 090	2 145	97,4 %
Haute-Normandie	51	512	63	1 623		531	114	2 666	2 780	95,9 %
Pays de la Loire	49	1 632	26	3 492		1 523	75	6 647	6 722	98,9 %
Picardie	24	565	70	939	86	426	180	1 930	2 110	91,5 %
Poitou-Charentes	36	604	52	892	86	913	174	2 409	2 583	93,3 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	204	1 856	518	4 191	189	1 905	911	7 952	8 863	89,7 %
Rhône-Alpes	466	2 538	978	5 208	253	2 976	1 697	10 722	12 419	86,3 %
Corse	8	159	14	275		54	22	488	510	95,7 %
Total	3 535	26 199	5 348	49 440	5 268	27 275	14 151	102 914	117 065	87,9 %

En 2013, 12,1 % des LLS financés sont des opérations d'acquisition-amélioration.

Cette proportion est la plus élevée dans les opérations de PLS ordinaires (21 %) et dans les résidences sociales (19 %).

Proportion de logements en acquisition-amélioration sur les LLS financés depuis 2005

- 1 Proportion_Acquisition_Amelioration
- 2 Nombre_de_LLS_AA_moyenne_annuelle



Les LLS comprennent les PLAI, PLUS, PLUS-CD, Palulos communales et PLS. La carte représente la moyenne annuelle depuis 2005 et la proportion (%) de logements en acquisition-amélioration sur le total des LLS (par département). Les PLS ICADE financés depuis 2010 dans le cadre du décret du 15 mai 2007 sont inclus.

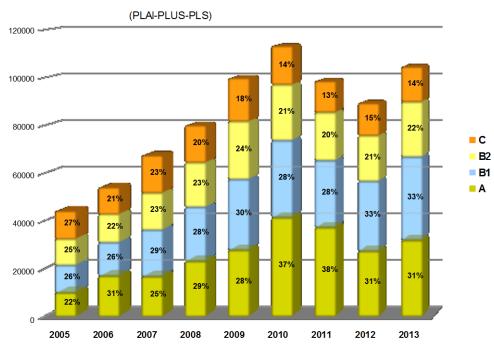
Cette proportion a sensiblement baissé depuis 2012.

Moyenne	18,1 %
2005	18,2 %
2006	18,3 %
2007	15,5 %
2008	21%
2009	19,2 %
2010	23,6 %
2011	21%
2012	13,5 %
2013	11,8 %

Recentrer la programmation des logements sur les zones tendues

Depuis 2010, l'objectif assigné aux préfets de région a été de recentrer la programmation des logements sur les zones où le marché du logement est le plus tendu, ce qui s'est traduit par une diminution du poids de la zone C dans les résultats et une augmentation du poids des zones A et B1.

Répartition des LLS par zone depuis 2005 (hors foyers pour personnes âgées ou handicapées)



Cette analyse correspond à l'indicateur 1.2 du PAP 135.

Afin que l'analyse de cet indicateur ne soit pas biaisée par le fort développement des structures collectives à destination des personnes âgées ou handicapées, dont une proportion importante est financée en zone non tendue, ces établissements sont exclus du périmètre de l'indicateur.

Les zones A, B1, B2 et C correspondent au zonage du dispositif pour l'investissement locatif (arrêté du 19 décembre 2003 modifié par l'arrêté du 29 avril 2009).

LLS = PLAI, PLUS, PLUS-CD, Palulos communales, PLS et produit spécifique hébergement

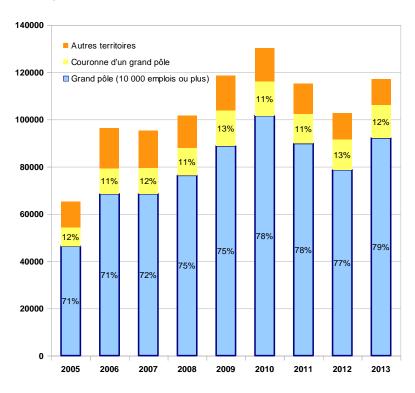
Recentrer la programmation des logements sur les zones tendues

1) Bilan 2013 - Logements financés par zone ABC (hors foyers pour personnes âgées ou handicapées)

	Zone A	en %	Zone B1	en %	Zone B2	en %	Zone C	en %	Total
PLAI	8 569	28,8 %	9 972	33,5 %	6 807	22,9 %	4 386	14,8 %	29 734
PLUS	12 472	23,7 %	17 842	33,9 %	12 845	24,4 %	9 466	18 %	52 625
PLS	10 981	48,8 %	7 124	31,6 %	3 519	15,6 %	887	3,9 %	22 511
Total LLS par zone	32 022	30,5 %	34 938	33,3 %	23 171	22,1 %	14 739	14,1 %	104 870

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne
Zone A	28,2 %	27,5 %	36,6 %	37,8 %	30,6 %	30,5 %	32,1 %
Zone B1	28,3 %	29,6 %	28,4 %	28,5 %	32,7 %	33,3 %	30,2 %
Zone B2	23,6 %	24,3 %	20,6 %	20,5 %	21,4 %	22,1 %	22 %
Zone C	20 %	18,7 %	14,3 %	13,3 %	15,3 %	14,1 %	15,8 %
Total LLS	78 129	100 584	113 318	98 748	89 424	104 870	97 512

2) Répartition des LLS financés depuis 2005 suivant le zonage en aires urbaines de 2010



La répartition de l'ensemble des LLS financés depuis 2005 suivant le zonage en aires urbaines de 2010 montre aussi que la plus grande partie des réalisations se situe dans les grands pôles urbains (10 000 emplois et plus). Cette tendance s'accentue à partir de 2010.

Pourcentage de LLS financés par région et par zone ABC

			2013					2012		
Région	Α	B1	B2	С	Total LLS	Α	B1	B2	С	Total LLS
Ile-de-France	95 %	4 %	0,9 %		29 945	96,7 %	2,5 %	0,8 %		25 718
Alsace		67,3 %	24,4 %	8,3 %	2 449		63,3 %	24,2 %	12,5 %	2 120
Aquitaine		68,9 %	21 %	10 %	6 722		71,4 %	19,9 %	8,7 %	5 861
Auvergne		22,6 %	41,3 %	36,1 %	1 566		27,9 %	42,6 %	29,5 %	962
Bourgogne			62 %	38 %	1 116			68,3 %	31,7 %	1 336
Bretagne		30,2 %	41 %	28,8 %	4 404		32,6 %	39,8 %	27,5 %	3 734
Centre		43,2 %	24,9 %	31,9 %	2 373		39,6 %	23,1 %	37,3 %	1 726
Champagne-Ardenne			79,6 %	20,4 %	1620			74,4 %	25,6 %	1 367
Franche-Comté			59,4 %	40,6 %	416			31 %	69 %	449
Languedoc-Roussillon		27 %	48,9 %	24,1 %	5 320		32,5 %	37,5 %	30 %	4 553
Limousin			79,7 %	20,3 %	625			67,2 %	32,8 %	409
Lorraine		46,8 %	41,6 %	11,6 %	2 281		51,6 %	35 %	13,4 %	1 732
Midi-Pyrénées		67,6 %	6,3 %	26,1 %	6 585		60,1 %	8,9 %	31 %	4 624
Nord-Pas-de-Calais		42,2 %	49,4 %	8,4 %	5 792		43,2 %	49,4 %	7,4 %	5 860
Basse-Normandie			66,3 %	33,7 %	1 664			72,4 %	27,6 %	1 285
Haute-Normandie		34,2 %	41,1 %	24,7 %	2 769		34,6 %	24,6 %	40,8 %	2 326
Pays de la Loire		43,7 %	32,8 %	23,5 %	5 377		45,5 %	27,3 %	27,1 %	5 036
Picardie			58,5 %	41,5 %	2 038		3,4 %	62 %	34,6 %	1 729
Poitou-Charentes		48 %	35,5 %	16,5 %	2 021		41,7 %	40,9 %	17,4 %	1 317
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,4 %	51,4 %	10,5 %	4,7 %	8 053	33,3 %	44,8 %	16,4 %	5,4 %	5 856
Rhône-Alpes	7,8 %	57,4 %	13,5 %	21,3 %	11 278	5 %	59,7 %	13,6 %	21,7 %	11 194
Corse		100 %			456		100 %			230
Total	32 022	34 938	23 171	14 739	104 870	27 378	29 269	19 122	13 655	89 424
% par zone	30,5 %	33,3 %	22,1 %	14,1 %		30,6 %	32,7 %	21,4 %	15,3 %	

LLS = PLAI, PLUS, PLUS-CD, Palulos communales, PLS (hors Anru et hors Foncière) Ne comprend pas les logements foyers pour personnes âgées ou handicapées.

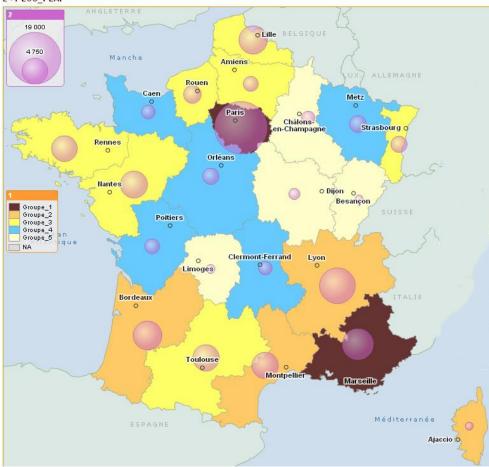
		2011							
Α	B1	B2	С	Total LLS					
97,2 %	2,1 %	0,6 %		35 626					
	56,4 %	29,1 %	14,5 %	2 378					
	72,6 %	16,6 %	10,8 %	5 992					
	37,8 %	34,3 %	27,9 %	964					
		66,9 %	33,1 %	1 342					
	33,3 %	38,2 %	28,5 %	3 912					
	37,1 %	20,2 %	42,7 %	1 785					
		75 %	25 %	1 316					
		40,5 %	59,5 %	666					
	31,5 %	44 %	24,5 %	3 983					
		62,1 %	37,9 %	393					
	58 %	29,1 %	12,9 %	1 627					
	64,2 %	7,1 %	28,7 %	4 816					
	39,6 %	53,2 %	7,2 %	5 995					
		81,5 %	18,5 %	1 438					
	49,4 %	24,8 %	25,8 %	2 519					
	37,9 %	35 %	27,1 %	4 395					
	1,3 %	62,8 %	35,9 %	1 775					
	27,7 %	34,6 %	37,7 %	1 068					
32 %	43,3 %	20,6 %	4,1 %	6 457					
5,8 %	53,7 %	17,9 %	22,6 %	10 051					
	100 %			250					
37 284	28 112	20 205	13 147	98 748					
37,8 %	28,5 %	20,5 %	13,3 %						
Le	Les opérations Icade en zone A, sur 2011,								

ont représenté un nombre important de PLS.

2011	2012
10 085	920

PLUS et PLAI financés par région

- 1 Groupe_de_regions
- 2 PLUS_PLAI



Lors des exercices de programmation 2012 et 2013, les régions ont été classées en cinq groupes en fonction de la tension du marché du logement (L'annexe I de la note adressée à chaque préfet de région le 28 décembre 2011 décrit la méthodologie retenue).

- Groupe 1: Île-de-France, PACA
- Groupe 2 : Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Corse
- Groupe 3: Alsace, Bretagne, Haute-Normandie, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Picardie
- Groupe 4: Auvergne, Centre, Lorraine, Basse-Normandie, Poitou-Charentes
- Groupe 5: Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Limousin

	Part de l'objectif du groupe dans l'objectif total (PLUS-PLAI)	Part de la production du groupe dans l'objectif total (PLUS-PLAI)	% objectif atteint
Groupe 1	37 %	25,8 %	70 %
Groupe 2	25,5 %	20,1 %	79 %
Groupe 3	27,4 %	25,9 %	94 %
Groupe 4	7 %	8 %	115 %
Groupe 5	3,1 %	3 %	97 %
	100 %	82,9 %	83 %

Poids des LLS financés dans les grands pôles urbains

	Grands pôles urbains	Couronnes des grands pôles	Reste du territoire	Total	Part des grands pôles dans le total des LLS financés
Région	(P)	(C)	(R)	(T)	= P/T
Île-de-France	29 574	1 591	0	31 165	95 %
Alsace	2 344	154	169	2 667	88 %
Aquitaine	6 513	583	552	7 648	85 %
Auvergne	1 310	393	328	2 031	65 %
Bourgogne	933	207	480	1 620	58 %
Bretagne	2 842	1 769	1 346	5 957	48 %
Centre	1 764	482	556	2 802	63 %
Champagne-Ardenne	1 555	124	148	1 827	85 %
Franche-Comté	233	138	78	449	52 %
Languedoc-Roussillon	3 937	1 080	1 111	6 128	64 %
Limousin	608	31	96	735	83 %
Lorraine	1 869	291	425	2 585	72 %
Midi-Pyrénées	5 240	997	503	6 740	78 %
Nord-Pas-de-Calais	5 766	534	279	6 579	88 %
Basse-Normandie	1 193	599	353	2 145	56 %
Haute-Normandie	2 167	413	200	2 780	78 %
Pays de la Loire	4 041	1 326	1 355	6 722	60 %
Picardie	1 038	610	462	2 110	49 %
Poitou-Charentes	1 847	190	546	2 583	72 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 053	298	512	8 863	91 %
Rhône-Alpes	9 300	1 881	1 238	12 419	75 %
Corse	95	150	265	510	19 %
Total	92 222	13 841	11 002	117 065	79 %

Analyse territoriale basée sur le zonage en aires urbaines 2010. Les grands pôles urbains sont les unités urbaines comportant 10 000 emplois ou plus.

LLS financés en acquisition-amélioration et part des logements vacants par produit

	Total logts A.A	Logts A.A vacants	Part des logements vacants
PLAI	3 535	1 368	38,7 %
PLUS	5 348	1 304	24,4 %
PLS	5 268	354	6,7 %
Total	14 151	3 026	21,4 %

Total LLS (neuf & A.A)	117 065
% A.A / total LLS	12,09 %

Élément de doctrine : lettre de notification des objectifs aux préfets de région

La priorité doit être donnée au développement de l'offre nouvelle de logements familiaux (construction neuve ou acquisition-amélioration de logements non occupés).

LLS financés en acquisition-amélioration et part des logements vacants par produit et par région

Région	Nb de LLS AA	Nb de LLS A.A vacants	% des LLS A.A vacants	% PLAI vacants	% PLUS vacants	% PLS vacants
Île-de-France	6 108	1 091	17,9 %	46,6 %	30,8 %	5,2 %
Alsace	376	339	90,2 %	99,1 %	71,1 %	100 %
Aquitaine	452	116	25,7 %	46,5 %	11,3 %	0 %
Auvergne	205	108	52,7 %	66 %	65,2 %	0 %
Bourgogne	178	10	5,6 %	7,5 %	6,4 %	0 %
Bretagne	550	45	8,2 %	34,4 %	2,1 %	7,7 %
Centre	256	41	16 %	17,2 %	28,8 %	2,4 %
Champagne-Ardenne	333	26	7,8 %	8,5 %	73,3 %	0 %
Franche-Comté	189	10	5,3 %	4,9 %	5,4 %	
Languedoc-Roussillon	513	27	5,3 %	6 %	6,8 %	0,9 %
Limousin	50	14	28 %	44,4 %	35,7 %	0 %
Lorraine	378	39	10,3 %	7,2 %	19,7 %	0 %
Midi-Pyrénées	798	180	22,6 %	42,8 %	24,8 %	5,8 %
Nord-Pas-de-Calais	537	171	31,8 %	46,6 %	17,6 %	16,7 %
Basse-Normandie	55	12	21,8 %	0 %	60 %	0 %
Haute-Normandie	114	21	18,4 %	25,5 %	12,7 %	
Pays de la Loire	75	46	61,3 %	73,5 %	38,5 %	
Picardie	180	43	23,9 %	33,3 %	48,6 %	1,2 %
Poitou-Charentes	174	23	13,2 %	5,6 %	21,2 %	11,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	911	433	47,5 %	71,1 %	48,1 %	20,6 %
Rhône-Alpes	1 697	231	13,6 %	16,5 %	10,9 %	18,6 %
Corse	22	0	0 %	0 %	0 %	
France	14 151	3 026	21,4 %	38,7 %	24,4 %	6,7 %

Logements financés dans les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU (y compris Anru)

Région	PLAI	PLUS	PLS	Anah	Total LLS art. 55	% art. 55 dans le total des LLS financés (hors Anah)
île-de-France	3 336	5 260	5 057	250	13 903	38,7 %
Alsace	99	234	96	30	459	14,7 %
Aquitaine	1 238	2 449	632	145	4 464	54,5 %
Auvergne	167	389	197	21	774	34,1 %
Bourgogne	147	278	157	54	636	31,1 %
Bretagne	404	869	51	25	1 349	22,1 %
Centre	100	217	67	8	392	11,1 %
Champagne-Ardenne	0	0	0	0	0	0 %
Franche-Comté	0	3	0	9	12	0,4 %
Languedoc-Roussillon	724	1 325	259	282	2 590	37,5 %
Limousin	86	186	47	1	320	42,3 %
Lorraine	43	116	0	1	160	5,4 %
Midi-Pyrénées	648	1 234	214	86	2 182	30,8 %
Nord-Pas-de-Calais	188	625	49	41	903	10,9 %
Basse-Normandie	0	0	0	0	0	0 %
Haute-Normandie	13	24	9	3	49	1,4 %
Pays de la Loire	502	961	35	16	1 514	21,5 %
Picardie	24	61	28	0	113	4,9 %
Poitou-Charentes	186	398	54	16	654	23,4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 847	4 421	1 740	573	8 581	81 %
Rhône-Alpes	1 294	2 898	1 015	221	5 428	37,7 %
Corse	5	9	0	7	21	2,7 %
Total	11 051	21 957	9 707	1 789	44 504	33,1 %

⁻ Les logements PLAI, PLUS et PLS sont ceux comptabilisés dans Sisal. Ils comprennent les logements financés par l'ANRU.

Ces données portent sur les communes soumises aux dispositions des articles L 302-5 et suivants du CCH à l'issue de l'inventaire 2011 qui mesure le parc de logements locatifs conventionnés au 1er janvier 2011.

Rapport annuel de performance du programme 135 (Développement et amélioration de l'offre de logement) Indicateur 2.1

Pourcentage de logements locatifs sociaux financés dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU par rapport à leur objectif annuel moyen sur la période triennale par tranches

triennale par tranches	2011	2012	2013
Communes ayant entre 0 et 5 % de logements locatifs sociaux	69 %	65 %	92 %
Communes ayant entre 5 et 10 % de logements locatifs sociaux	115 %	107 %	107 %
Communes ayant entre 10 et 15 % de logements locatifs sociaux	191 %	158 %	165 %
Communes ayant entre 15 et 20 % de logements locatifs sociaux	429 %	487 %	581 %

⁻ Il ne s'agit pas, au sens strict, du décompte tel qu'il est prévu aux articles L 302-5 et L 302-14 du CCH qui prévoit un mode de décompte particulier pour les logements foyers et les centres d'hébergement et de réinsertion sociale.

⁻ Loi SRU : loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain.

Opérations financées dans le cadre du PNRQAD depuis 2011

Code	Commune	Nb de logements financés	Année de financement	Subvention État	Autres subventions	Taux global de subvention
06088	Nice	34	2012	350 169	962 150	22,8%
33063	Bordeaux	65	2011	776 000	1 008 175	19,7 %
33063	Bordeaux	47	2012	578 001	761 200	20,3 %
33063	Bordeaux	16	2013	190 000	406 800	21,3 %
34032	Béziers	53	2012	137 000	952 873	20,8 %
59606	Condé-sur-l'Escaut	18	2012	54 400	397 000	18,8 %
76351	Le Havre	23	2013	20 000	164 000	6 %
CG034	Sète	3	2012	10 974	205 208	45,3 %
CG034	Sète	7	2013	11 750	357 945	35,7 %
DD02B	Bastia	24	2013	240 000	1 002 000	37 %
DD062	Calais	10	2013	6 000		0,4 %
DD084	Carpentras	32	2011	281 001	653 341	21,2 %
DD093	Saint-Denis	10	2012	300 000	455 000	37,1%
	Total	342		2 955 295	7 325 692	21,4 %

PLUS	236
PLAI	99
PLS	7
	342

Instauré par la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, le Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) vise à engager les actions nécessaires à une requalification globale de ces quartiers, tout en favorisant la mixité sociale et en recherchant un meilleur équilibre entre l'habitat (logements privés, logements sociaux et places d'hébergement) et la présence d'activités de services.

Opérations financées au titre du programme « Investissements d'avenir »

L'action 2 du Programme d'investissements d'avenir (PIA) « Investir dans la formation en alternance » finance la création de nouvelles possibilités d'hébergement pour les jeunes en formation en alternance. L'opérateur de ce programme est la CDC. Le taux de financement maximal dans le cadre de ce PIA est de 60 % du projet d'investissement.

Pour plus d'informations, consulter la fiche sur les modalités de financement des dossiers en PIA (site Galion-Sisal).

Opérations financées en 2012

Opération	Maitre d'ouvrage	Territo	oire	Produit	Nbre Logts	Financement PIA	Taux de sub. PIA	Taux de sub. global
PIA - PANTIN - RSF	Résidences Sociales de France	DD093	Pantin	PLAI	105	6 050 000	51,7%	71,7 %
RHVS Quartier haut Carriet - Lormont	S.A. DOMOFRANCE	33063	Lormont	RHVS		3 000 000	42,6%	48,8 %
30 PLAI J. ELLUL à Bordeaux	Fondation du Protestantisme	33063	Bordeaux	PLAI	30	1 000 000	43,1%	84,8 %
2012 PLS Chartres - 45 log pour jeunes alternants	Chambre de Commerce et d'Industrie d'Eure et Loir	DD028	Chartres	PLS	45	1 125 000	45,9 %	45,9 %
PIA ECO CAMPUS de la FCMB PLAISANCE	FEDERATION COMPAGNONNIQUE DES METIERS DU BATIMENT	CG031	Plaisance- du-Touch	PLAI	34	1 800 000	48,2 %	79,1 %
PLUS PLAI ALLIADE Irigny Acte 1 bât B	SA HLM ALLIADE HABITAT	69123	Irigny	PLAI	5	190 000	7 %	23 %
PLUS PLAI ALLIADE Irigny Acte 1 bât B	SA HLM ALLIADE HABITAT	69123	Irigny	PLUS	14	190 000	7 %	23 %
					233	13 165 000	43,9 %	61,7 %

Opérations financées au titre du programme « Investissements d'avenir »

Opérations financées en 2013

Opération	Maître d'ouvrage	Ter	ritoire	Produit	Nbre Logts	Financement PIA	Taux de sub. PIA	Taux de sub. global
CERGY - Résidences Jeunes Actifs (79) dont 32 PIA	S.A. EFIDIS	95127	Cergy	PLAI	32	1 479 098	53,3 %	62,5 %
CERGY LE HAUT -RJA -131 (dont 48 PIA)	S.A. EFIDIS	95127	Cergy	PLAI	48	1 320 902	47,3 %	64,7 %
RSF CHAMPS 68 PLAI RS	Résidences Sociales de France	DD077	Champs-sur- Marne	PLAI	68	3 268 615	50 %	70,1 %
Résidence étudiante - CN 200 PLS	CROUS STRASBOURG	67482	Illkirch- Graffenstaden	PLS	200	4 170 901	40 %	40 %
construction de 40 logements étudiants à AURILLAC	S.A. INTERREGIONALE POLYGONE	DD015	Aurillac	PLS	40	500 000	23,2 %	37,2 %
Les Charmilles à Reims - 54 PLAI	S.A. L'EFFORT REMOIS	51454	Reims	PLAI	54	1 300 000	49,8 %	52,2 %
Rue Camille Guérin - Izidom- Betheny - 31 PLAI	S.A. LE FOYER REMOIS	51454	Bétheny	PLAI	31	590 000	26,6 %	26,6%
FJT "Les Compagnons du Devoir" - 90 PLAI	S.A. FDI HABITAT	34172	Baillargues	PLAI	90	1 200 000	24,2 %	41,4 %
CN 7 PLA-I 9 PLUS Lot Habitat Cahors JJ	O.P.H. DU LOT	CG046	Cahors	PLAI	7	357 000	23 %	28,6 %
CN 7 PLA-I 9 PLUS Lot Habitat Cahors JJ	O.P.H. DU LOT	CG046	Cahors	PLUS	9	357 000	23 %	28,6 %
PIA St Affrique - 265 avenue Maurice Fournol 61PLS	Saint-Affrique Construction et Aménagement	DD012	Saint-Affrique	PLS	61	900 000	33,5 %	49,9 %
Résidence sociale -jeunes travailleurs	Office Public de l'Habitat de l'Orne	DD061	Saint-Langis-lès- Mortagne	PALULOS	24	500 000	30,7 %	54,7 %
POITIERS - Résidence Habitat Jeunes - 125 PLAI	S.A.I.E.M. DE LA VILLE DE POITIERS	DD086	Poitiers	PLAI	125	3 000 000	35,8 %	60,7 %
Campus Apprentissage - Boulevard Maurice Slama	НАВІТАТ 06	06088	Nice	PLAI	100	3 300 000	41,2 %	59,4 %
			•		889	21 886 516	38,6 %	52,2 %

Part des délégataires dans les opérations financées

	PLAI	PLUS	PLS	Total
Nombre total de logements financés	29 734	54 788	32 543	117 065
Part des délégataires	15 925	29 931	15 360	61 216
	54 %	55 %	47 %	52 %

Taux global de subvention dans les territoires (toutes subventions)					
en délégation	hors délégation				
14,1 %	11,8 %				

Les délégataires en 2013				
Communautés urbaines & métropoles	14			
Communautés d'agglomération	64			
Communautés de communes	5			
Départements	26			
Total	109			

Les territoires de programmation sont les territoires pour lesquels le Comité régional de l'habitat (CRH) répartit les crédits et les objectifs :

- en cas de délégation de compétence à un EPCI, il s'agit du territoire de cet EPCI
- en cas de délégation de compétence à un département, il s'agit du territoire départemental duquel sont retirés le cas échéant le territoire des EPCI délégataires
- la partie du territoire de chaque département qui ne fait pas l'objet d'une délégation de compétence est gérée par le service de l'État idoine

Pour plus d'informations, consulter <u>la liste des délégations en 2013</u>.

Opérations de RHVS financées

Une Résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS) est un établissement commercial d'hébergement, constitué de logements autonomes équipés et meublés, offerts en location pour une occupation temporaire, soit à la journée, soit à la semaine ou encore au mois, à titre de résidence principale. Ces structures sont adaptées à l'accueil temporaire, notamment des jeunes en mobilité pour l'exercice d'une activité professionnelle de courte durée ou saisonnière.

Pour plus d'informations, consulter la fiche de l'Anil sur <u>les Résidences hôtelières à vocation sociale</u> (RHVS).

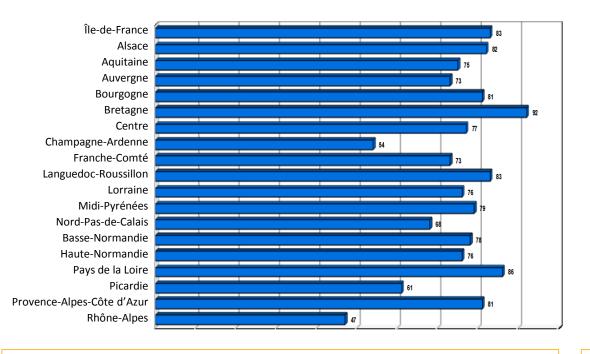
Opérations financées en 2011

Opération	Maître d'ouvrage	Terri	Taux de sub. global	
RHVS-VELIZY-FH	S.A. FRANCE HABITATION	DD078	Vélizy-Villacoublay	17,7 %
RHVS - ALLIADE vénissieux avenue Viviani	SA HLM ALLIADE HABITAT	69123	Vénissieux	15 %
				16,8 %

Opérations financées en 2012

Opération	Maître d'ouvrage	Terri	Taux de sub. global	
I3F - RSF - RHVS - 6 RUE DE ROTHAU - 30 PLAI	Résidences Sociales de France	67482	Strasbourg	10 %
RHVS Quartier haut Carriet - Lormont	S.A. DOMOFRANCE	33063	Lormont	48,8 %
COLOMBELLES - RHVS - Le Foyer Normand	S.A. LE FOYER NORMAND	DD014	Colombelles	12,8 %
				24,6 %

Paiements des délégataires par rapport aux AE engagées - comparaison avec une cible théorique

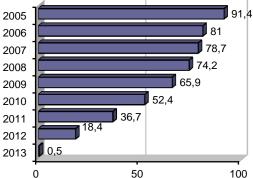


 Total AE
 2 520 320 133

 Paiements
 1 366 123 916

Soit 54,2 % des AE

Paiement effectués (en % des AE de par année l'année d'engagement)



La cible théorique est calculée sur la base des clés théoriques de versement de CP aux délégataires. Chaque année, l'État met à la disposition du délégataire un montant de crédits de paiement calculé par application d'une clé prédéfinie au montant des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée. Ainsi, pour le calibrage des CP dans l'avenant annuel (et dans la convention pour la première année), la clé à appliquer est de 10 % des engagements prévisionnels de l'année n, 30 % des engagements constatés pour chacune des années n-1, n-2 et n-3.

Pour le calcul de la cible, il est fait l'hypothèse que sur les AE engagées en 2013 aucun paiement n'a été effectué.

L'indicateur est égal à paiements effectués / cible. Il est égal à 100 en cas de parfaite adéquation à la cible théorique. Moyenne nationale = 77

Le décalage entre le réel et la cible peut être dû à plusieurs causes :

- le retard des opérations elles-mêmes
- le retard de facturation par les bailleurs
- le retard des paiements des factures par les délégataires
- le retard dans l'enregistrement dans le système d'information

En conséquence, ces données ont surtout un objectif d'aide à l'analyse préalable aux actions à mettre en œuvre et de comparaison entre régions.

Logements financés par type de bénéficiaires et par région

Région	Ménages	Étudiants	Jeunes	Saisonniers
Île-de-France	21 196	3 419	2 044	
Alsace	1 738	328		
Aquitaine	6 388	87	42	
Auvergne	1 350	190	15	
Bourgogne	975	101		
Bretagne	4 135		84	
Centre	2 107	98	78	
Champagne-Ardenne	1 518		85	
Franche-Comté	416			
Languedoc-Roussillon	4 899	20	201	
Limousin	622			
Lorraine	2 083		20	
Midi-Pyrénées	5 309	937	156	
Nord-Pas-de-Calais	5 092	224	216	
Basse-Normandie	1 580		13	
Haute-Normandie	2 514	97	130	
Pays de la Loire	4 894	64	108	
Picardie	1 766	100		
Poitou-Charentes	1 527	241	187	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 876	778	180	
Rhône-Alpes	9 708	977	230	34
Corse	429			
Total	87 122	7 661	3 789	34

- 0 (Pers.
Pers. âgées	handicapées
861	367
250	
727	221
431	34
476	28
1 457	160
325	104
207	
	33
690	118
110	
265	53
58	97
768	36
399	82
	11
1 187	258
7	69
530	32
665	178
1 010	158
54	
10 477	2 039

Publics issus de FTM	Publics de pensions de famille ou de résidences accueil	Autres publics spécifiques
2 358	377	536
270		81
	23	148
	16	
	36	66
	46	43
1	16	
	64	96
100	50	14
	21	158
103	46	79
	8	57
		26
	35	176
45	36	87
	53	6
4	52	130
198	9	51
3 079	888	1 754

Total LLS	Poids des publics spécifiques
31 165	32 %
2 667	34,8 %
7 648	16,5 %
2 031	33,5 %
1 620	39,8 %
5 957	30,6 %
2 802	24,8 %
1 827	16,9 %
449	7,3 %
6 128	20,1 %
735	15,4 %
2 585	19,4 %
6 740	21,2 %
6 579	22,6 %
2 145	26,3 %
2 780	9,6 %
6 722	27,2 %
2 110	16,3 %
2 583	40,9 %
8 863	22,4 %
12 419	21,8 %
510	15,9 %
117 065	25,6 %

Logements étudiant

De 2005 à 2013, 45 237 nouveaux logements ont été financés au profit des étudiants. Les 11 agglomérations suivantes représentent 80 % de ce total (et l'agglomération de Paris près de la moitié).

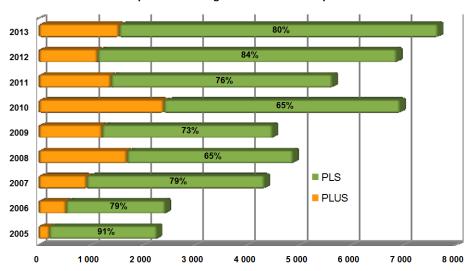
Agglomération	Nbre de Logts	Part cumulée sur un total de LLS
Paris	21 979	49 %
Toulouse	2 820	55 %
Bordeaux	2 131	60 %
Marseille	1 534	63 %
Lyon	1 378	66 %
Nice	1 357	69 %
Rouen	1 092	72 %
Angers	1 022	74 %
Nantes	1 017	76 %
Rennes	958	78 %
Strasbourg	872	80 %
	Paris Toulouse Bordeaux Marseille Lyon Nice Rouen Angers Nantes Rennes	Paris 21 979 Toulouse 2 820 Bordeaux 2 131 Marseille 1 534 Lyon 1 378 Nice 1 357 Rouen 1 092 Angers 1 022 Nantes 1 017 Rennes 958

En sus de la production de nouveaux logements, la réhabilitation de 1 339 logements HLM a également été financée dans la perspective de loger des étudiants (sur la même période).

N.B.: Le concept d'agglomération s'entend au sens de l'unité urbaine définie par l'INSEE. Les organismes HLM et SEM sont sur-représentés dans la répartition par maître d'ouvrage des opérations (ils réalisent 92 % de ces logements). Parmi les autres intervenants, les CROUS représentent 3 % du marché.

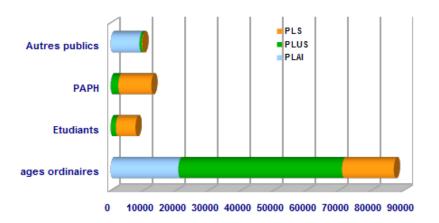
En moyenne depuis 2005, les logements étudiant pèsent 10 % du total des LLS financés. Ils sont essentiellement financés en PLS (76 %).

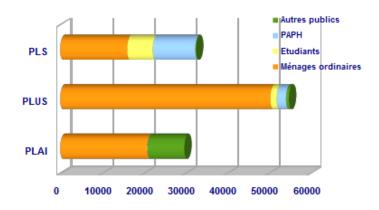
Nombre et répartition des logements étudiants depuis 2005



Logements financés par type de produits et bénéficiaires

	PLAI	PLUS	PLS	Produit spécifique hébergement	Total
Ménages ordinaires	20 814	50 297	16 011		87 122
Étudiants		1 534	6 127		7 661
Saisonniers			34		34
Personnes âgées	3	1 872	8 602		10 477
Personnes handicapées	59	373	1 607		2 039
Jeunes	3 263	364	162		3 789
Publics issus de FTM	2 623	161			2 784
Publics logés en Pensions de Famille ou Résidences Accueil	888				888
Autres publics de résidences sociales	1 968	187		116	2 271
Total	29 618	54 788	32 543	116	117 065





^{*} PAPH = Personnes âgées et Personnes handicapées

Logements financés par type de structures et bénéficiaires

	Logements ordinaires	Résidences sociales classiques	Pensions de familles (Maisons relais)	Résidences accueil	Autres logements foyer	Hébergement	Total
Ménages ordinaires	87 062						87 062
Étudiants	7 661						7 661
Saisonniers	34						34
Personnes âgées	230				10 247		10 477
Personnes handicapées	11				2 028		2 039
Jeunes	348	3 460					3 808
Publics issus de FTM		2 784					2 784
Publics de pensions de famille ou de résidences accueil			755	133			888
Autres publics de résidences sociales		1 800				309	2 109
Gens du voyage	203						203
Total	95 549	8 044	755	133	12 275	309	117 065
		Part de	es logements foyers et l	ogements dédiés à un p	ublic particulier y comp	ris étudiants et jeunes	25,6 %

Aucune RHVS n'a été financée en 2013.

Pour plus d'informations, consulter la fiche : <u>Instruction des dossiers de LLS : populations cibles et nature d'opérations</u>.

Foyers pour personnes âgées et pour personnes dépendantes

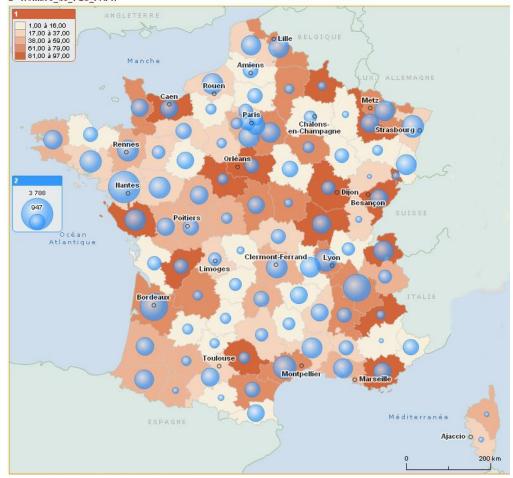
Région	Nombre de logements pour personnes âgées	Dont nombre de logements en foyer pour personnes âgées dépendantes		
Île-de-France	861	452		
Alsace	250	218		
Aquitaine	727	557		
Auvergne	431	376		
Bourgogne	476	396		
Bretagne	1 457	1 242		
Centre	325	222		
Champagne-Ardenne	207	140		
Franche-Comté				
Languedoc-Roussillon	690	540		
Limousin	110	0		
Lorraine	265	251		
Midi-Pyrénées	58	24		
Nord-Pas-de-Calais	768	367		
Basse-Normandie	399	161		
Haute-Normandie				
Pays de la Loire	1 187	591		
Picardie	7	0		
Poitou-Charentes	530	490		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	665	354		
Rhône-Alpes	1 010	598		
Corse	54	54		
Total	10 477	7 033		

Caractéristiques moyennes par logement						
Coût TTC / logement 126 963						
Taux de subvention	13,71 %					
Taux de fonds propres 5,30 %						
Surface utile	26,09 m²					

Les maîtres d'ouvrage des foyers	Part de marché
SA HLM / ESH	22,7 %
Ets public local	18,8 %
Ets hospitaliers privés	18,6 %
Office public HLM (OPH)	12,6 %
Associations	12 %
Entreprises commerciales	4,4 %
Fondation	2,7 %
SEM / EPL	2,2 %
Sté coopérative HLM /SCIC	1,6 %
EPCI	1,3 %
Mutuelle	1,2 %
Commune	1,1 %
	0,9 %
Particuliers	0,1 %
	10 477 logements

PLS pour personnes âgées ou handicapées financés depuis 2005

- 1 Proportion_de_PLA_PAPH
- 2 Nombre_de_PLS_PAPH



En moyenne, depuis 2005, plus de 10 000 PLS sont financés chaque année pour le logement des personnes âgées ou handicapées, soit un peu plus de 30 % de l'ensemble des PLS financés.

Dans 9 régions (tableau ci-dessous), la part des PLS financés pour ces publics dépasse 50 %. Ces régions représentent 34 % du total des PLS financés pour ce type de public.

Pourcentage des PLS financés dans la région qui sont destinés aux personnes âgées ou handicapées (PAPH)					
Auvergne	72				
Bourgogne	64				
Limousin	63				
Poitou-Charentes	62				
Centre	60				
Corse	58				
Franche-Comté	54				
Lorraine	54				
Pays de la Loire	53				

Groupe de régions	Poids (%) dans le total des logements PLS pour PAPH	Poids (%) dans le total des logements PLS
1	14,2 %	39,7 %
2	25,2 %	19,5 %
3	31,1 %	24,7 %
4	20,6 %	10,6 %
5	9 %	5,5 %
Total	100 %	100 %

Opérations d'hébergement financées

	Produit sp	oécifique héb	ergement	t PLAI			ı	Palulos			Anah - Modernisation hébergement	
Région	Nb opérations	Nb logts	Sub. État	Nb opérations	Nb logts	Sub. État	Nb opérations	Nb logts	Sub. État	Nb places	Subv.	
Île-de-France	2	91	1 165 188	3	110	1 500 000				185	2 201 112	
Alsace										38	26 117	
Aquitaine										8	101 033	
Auvergne										0	0	
Bourgogne										0	0	
Bretagne							1	14	76 576	14	245 000	
Centre										89	94 000	
Champagne-Ardenne										0	0	
Franche-Comté										31	401 426	
Languedoc-Roussillon	2	25	223 990							40	400 000	
Limousin										16	182 926	
Lorraine										0	0	
Midi-Pyrénées										125	633 337	
Nord-Pas-de-Calais				4	59	685 890				118	918 861	
Basse-Normandie										0	0	
Haute-Normandie										0	0	
Pays de la Loire										60	112 087	
Picardie										0	0	
Poitou-Charentes				1	6	33 150				18	22 584	
Provence-Alpes-Côte d'Azur										405	490 111	
Rhône-Alpes				2	18	177 898				128	644 964	
Corse										0	0	
	4	116	1 389 178	10	193	2 396 938	1	14	76 576	1 275	6 473 558	
Subv. moyenne/logt			11 976			12 419			5 470			

Sur le BOP 135, les structures d'hébergement peuvent être financées selon trois modalités :

- le PLAI classique où les logements font l'objet d'une convention à l'APL suspendue tant que la structure a vocation d'hébergement (signature d'une convention ALT avec la DDCS)
- le produit spécifique (PSH) visé au R 331-96 du CCH qui donne lieu à un conventionnement particulier visant à garantir l'usage des logements aux fins d'hébergement (prévu au R 331-103)
- la PALULOS hébergement (depuis 2011) pour la création de places d'hébergement à partir de logements vacants dans le parc HLM situé dans les zones où le marché du logement est détendu

Par ailleurs, l'Anah finance des projets de réhabilitation totale ou partielle, de mise aux normes ou de transformation de structures d'hébergement existantes.

Nombre total de logements financés (État) : 323 Total des subventions État : 3 862 692

Actions de réhabilitation du parc HLM

Région	Sub. État FTM (1)	Nb de logts (2)	Sub. État autres actions (1)	Nb de logts (2)	CGLLS (1)	Europe- FEDER (1)	Autres Subv. (1,3)	Total hors Anru	Anru (1)
Île-de-France	582 400	218	13 000	10	10 090 404		9 647 638	20 333 442	63 600 078
Alsace							5 973 550	5 973 550	5 452 323
Aquitaine						1 273 067	1 209 669	2 482 736	2 015 102
Auvergne									781 340
Bourgogne			700 000	80			1 200 000	1 900 000	2 073 109
Bretagne			76 576	14		303 403	257 442	637 421	234 244
Centre					575 700		31 000	606 700	6 951 889
Champagne-Ardenne							1 412 080	1 412 080	7 709 104
Franche-Comté						451 990	425 000	876 990	6 075 219
Languedoc-Roussillon			1 604	1			117 689	119 293	926 224
Limousin									
Lorraine									3 859 305
Midi-Pyrénées									552 660
Nord-Pas-de-Calais									14 800 402
Basse-Normandie							919 078	919 078	1 350 575
Haute-Normandie					3 035 000	450 000	5 504 280	8 989 280	9 389 591
Pays de la Loire									2 906 584
Picardie									4 134 918
Poitou-Charentes									249 011
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 061 000	278	120 000	60			1 007 425	2 188 425	6 177 186
Rhône-Alpes			20 500	9			1 153 596	1 174 096	8 254 368
Corse									783 688
Total subventions engagées	1 643 400		931 680		13 701 104	2 478 460	28 858 447	47 613 091	148 276 921
Total logements financés		496		174	2 946	959	6 883		66 753

Montant total de subvention État	2 575 080
Nombre de logements financés avec la Palulos	670

⁽¹⁾ Sont comptabilisés les subventions accordées pour la réhabilitation, l'amélioration de la qualité de service et la résidentialisation.

⁽²⁾ Ne sont décomptés que les logements ayant bénéficiés d'une subvention Palulos.

⁽³⁾ Essentiellement des subventions des collectivités locales.

Les organismes ont à disposition une palette d'outils financiers pour la réhabilitation de leur parc de logements.

Traitement des foyers de travailleurs migrants

	Construction	de logements	Réhabi	ilitation	Démolition		
Région	Nb de logts	Subvention État	Nb de logts Subvention État		Nb de logts	Subvention État	
Île-de-France	2 358	38 919 956	218	582 400			
Alsace	270	2 430 000					
Aquitaine							
Auvergne							
Bourgogne							
Bretagne							
Centre							
Champagne-Ardenne	1	6 000					
Franche-Comté							
Languedoc-Roussillon							
Limousin							
Lorraine	100	720 000					
Midi-Pyrénées							
Nord-Pas-de-Calais	103	869 713					
Basse-Normandie							
Haute-Normandie							
Pays de la Loire							
Picardie	45	427 500					
Poitou-Charentes							
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4		278	1 061 000			
Rhône-Alpes	198	2 156 986					
Corse							
Total	3 079	45 530 155	496	1 643 400	0	0	

Traitement des foyers de travailleurs migrants

	PLUS	PLAI	PALULOS
ADOMA (75)		1 607	496
ARELI (59)		103	
Association pour le Développement des Foyers (94)	51	235	
ELOGIE (75)		22	
O.P.H. 94 (94)		220	
O.P.H. DE GENNEVILLIERS (92)		103	
O.P.H. DE PARIS (75)		44	
Résidences Sociales de France (94)	110	320	
S.A. ANTIN RESIDENCES (75)		164	
S.A. PRESENCE HABITAT (57)		100	
	161	2 918	496

N.B.: le chiffre entre parenthèses indique le n° de département du siège social du bailleur.

Logements financés par catégorie de maîtres d'ouvrage

Catégorie d'organismes	PLAI	PLUS	PLS	Total LLS	%
Fondation HLM			14	14	0 %
Office public HLM (OPH)	8 739	18 280	5 581	32 600	27,8 %
SA HLM / ESH	15 205	30 784	13 057	59 046	50,4 %
SEM / EPL	3 293	3 193	3 502	9 988	8,5 %
Sté coopérative HLM /SCIC	683	1 825	128	2 636	2,3 %
Total HLM & SEM logement	27 920	54 082	22 282	104 284	
	93,9 %	98,7 %	68,5 %	89,1 %	
Foncière Logement			0	0	0 %
Collectivités locales et leurs étab. publics	213	527	2 322	3 062	2,6 %
Tiers Secteur : MOI (1)	1 525	94	169	1 788	1,5 %
Tiers Secteur : autres MO	39	11	5 142	5 437	4,6 %
Entreprises commerciales (SCI)	26	74	2 434	2 300	2 %
Particuliers	16		194	194	0,2 %
Total	29 734	54 788	32 543	117 065	100 %

⁽¹⁾ Il s'agit des organismes qui exercent des activités de maîtrise d'ouvrage mentionnées au 1° de l'article L 365-1 du CCH et agréés à cet effet par le ministre chargé du Logement.

Cf. Circulaire du 06 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées. La liste des MOI correspond aux arrêtés pris au 31 décembre 2013.

Activité des différentes catégories de maîtres d'ouvrage

1) Part de la VEFA dans le LLS neuf, par catégorie de maîtres d'ouvrage

Catégorie de MO	Nombre de MO produisant du Neuf	en % (1)	Nombre de MO ayant recours à la VEFA	en % (2)	Proportion de MO utilisant la VEFA (3)
ESH	222	28,21%	163	42,01%	73,42 %
ОРН	212	26,94%	124	31,96 %	58,49 %
Autres bailleurs sociaux	60	7,62 %	33	8,51 %	55 %
Tiers secteur	178	22,62 %	8	2,06 %	4,49 %
Particuliers et sociétés commerciales	115	14,61 %	60	15,46 %	52,17 %
Nombre total de maîtres d'ouvrage	787	100 %	388	100 %	49,30 %

Nombre d'organismes HLM et SEM logement ayant financé des opérations de LLS en 2013 : 522 Nombre d'organismes HLM et SEM logement ayant financé des opérations de PSLA en 2013 : 137

2) La production des maîtres d'ouvrage agréés Consulter la réforme du régime des agréments

	PLAI	dont en structures collectives	PLUS	PLS	Total LLS
2009	2 026	1 706	76	86	2 188
2010	1 653	1 212	72	83	1 808
2011	1 508	1 150	36	178	1 722
2012	1 340	975	218	356	1 914
2013	1 418	1 050	94	119	1 631

Clés de lecture

- 1) Les ESH représentent 28,2 % des maîtres d'ouvrage ayant monté des opérations de LLS neufs en 2013
- 2) Les ESH représentent 42 % des maîtres d'ouvrages ayant eu recours à la VEFA en 2013
- 3) 73,4 % des ESH ayant monté des opérations en neuf en 2013 ont eu recours à la VEFA

Les maîtres d'ouvrage agréés analysés correspondent aux arrêtés pris au 14 décembre 2012.

3) Proportion des LLS neufs réalisés en VEFA

	Tous LLS neufs	Logements ordinaires
2005	6,2 %	6,3 %
2006	12,3 %	14,3 %
2007	12,4%	15,8 %
2008	18,7 %	23,8 %
2009	29,2 %	35,4 %
2010	24,3 %	29,9 %
2011	31,1%	37,3 %
2012	31,2 %	37 %
2013	32,1%	37 %

Montant moyen de subvention État pour les PLAI en logements ordinaires

Tous types de PLAI, valeurs par logement et par m² de surface utile

Région	Nbre Logts	Subvention principale État	Subvention État pour surcharge foncière et prime spécifique	Total subvention État	Montant moyen/ par logt	Montant moyen/ par m² SU	SU moyenne (m²/par logt)
Ile-de-France	3 375	34 235 213	35 716 656	69 951 869	20 726	345	60,1
Alsace	553	3 846 562	562 000	4 408 562	7 972	120	66,6
Aquitaine	1 756	11 648 433	453 358	12 101 791	6 892	107	64,4
Auvergne	394	2 201 319		2 201 319	5 587	82	68
Bourgogne	269	1 955 946		1 955 946	7 271	114	64
Bretagne	1 225	8 184 592	495 181	8 679 773	7 086	101	69,9
Centre	473	2 939 463		2 939 463	6 215	92	67,4
Champagne-Ardenne	470	1 542 553		1 542 553	3 282	47	69,9
Franche-Comté	104	499 749		499 749	4 805	66	72,4
Languedoc-Roussillon	1 353	8 836 040	1 622 250	10 458 290	7 730	112	69,2
Limousin	182	834 000		834 000	4 582	68	67,9
Lorraine	567	3 840 400		3 840 400	6 773	105	64,4
Midi-Pyrénées	1 526	12 201 000	1 905 000	14 106 000	9 244	146	63,3
Nord-Pas-de-Calais	1 326	11 092 720	1 648 794	12 741 514	9 609	140	68,5
Basse-Normandie	386	1 176 404		1 176 404	3 048	46	66,9
Haute-Normandie	407	2 222 950	116 600	2 339 550	5 748	87	65 <i>,</i> 8
Pays de la Loire	1 362	7 735 990	401 950	8 137 940	5 975	91	65,9
Picardie	421	798 884		798 884	1 898	28	68,3
Poitou-Charentes	415	2 271 093		2 271 093	5 473	86	63,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 802	19 206 711	2 622 582	21 829 293	12 114	184	65,9
Rhône-Alpes	2 603	26 500 993	2 721 403	29 222 396	11 226	173	64,8
Corse	167	2 140 555	125 468	2 266 023	13 569	218	62,1
Total	21 136	165 911 569	48 391 241	214 302 810	10 139	155	65,3

Comprend tous les types de PLAI (neuf, A.A).

Montant moyen de subvention État pour les PLAI en résidences sociales

Valeurs par logement et par m² de surface utile

Région	Nbre Logts	Subvention principale État	Subvention État pour surcharge foncière et prime spécifique	Total subvention État	Montant moyen/ par logt	Montant moyen/ par m² SU	SU moyenne (m²/par logt)
Île-de-France	4 609	44 786 573	26 482 017	71 268 590	15 463	750	20,6
Alsace	351	2 936 000		2 936 000	8 365	322	26
Aquitaine	174	1 161 715	20 700	1 182 415	6 795	271	25,1
Auvergne	15	72 000		72 000	4 800	138	34,8
Bourgogne	16	96 000		96 000	6 000	227	26,5
Bretagne	260	2 027 197		2 027 197	7 797	235	33,2
Centre	157	1 062 000		1 062 000	6 764	243	27,8
Champagne-Ardenne	102	6 000		6 000	59	2	24,7
Franche-Comté							
Languedoc-Roussillon	336	2 485 000		2 485 000	7 396	337	22
Limousin							
Lorraine	164	1 103 000		1 103 000	6 726	284	23,7
Midi-Pyrénées	274	3 836 000		3 836 000	14 000	570	24,6
Nord-Pas-de-Calais	419	3 995 496		3 995 496	9 536	404	23,6
Basse-Normandie	78	468 000		468 000	6 000	230	26
Haute-Normandie	156	753 050	14 300	767 350	4 919	182	27,1
Pays de la Loire	319	2 808 130		2 808 130	8 803	284	31
Picardie	168	824 400		824 400	4 907	194	25,3
Poitou-Charentes	225	379 250		379 250	1 686	75	22,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	258	2 406 467	271 500	2 677 967	10 380	387	26,8
Rhône-Alpes	401	3 760 368		3 760 368	9 377	344	27,3
Corse							
Total	8 482	74 966 646	26 788 517	101 755 163	11 997	519	23,1

Comprend tous les types de PLUS (neuf, A.A, logements ordinaires, résidences sociales) : PLUS, PLUS-CD et palulos communale.

Montant moyen de subvention État pour les PLUS

Valeurs par logement et par m² de surface utile

Région	Nbre Logts	Subvention principale État	Subvention État pour surcharge foncière	Total subvention État	Montant moyen/ par logt	Montant moyen/ par m² SU	SU moyenne (m²/par logt)
Île-de-France	11 501	23 689 748	48 673 685	72 363 433	6 292	111	56,6
Alsace	983	178 902		178 902	182	3	70,3
Aquitaine	4 002	468 555	1 063 168	1 531 723	383	6	67,1
Auvergne	898	3 000		3 000	3	0	71,4
Bourgogne	604						70,6
Bretagne	3 239	1 850 757	136 251	1 987 008	613	10	60,1
Centre	1270						70,5
Champagne-Ardenne	681						78,9
Franche-Comté	296						75,4
Languedoc-Roussillon	3 245	1 389 668	195 750	1 585 418	489	7	71
Limousin	373	10 765		10 765	29	0	75,5
Lorraine	1 303	97 000		97 000	74	1	70,4
Midi-Pyrénées	3 192	46 000		46 000	14	0	68,3
Nord-Pas-de-Calais	3 974	14 252		14 252	4	0	66,9
Basse-Normandie	886						71
Haute-Normandie	1 686	209 350	157 200	366 550	217	3	75
Pays de la Loire	3 518	3 508 501	860 550	4 369 051	1 242	19	65,3
Picardie	1 009	1 769 265		1 769 265	1 753	25	69,1
Poitou-Charentes	944	2 600		2 600	3	0	64,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 709	7 769 362	7 266 192	15 035 554	3 193	50	64,5
Rhône-Alpes	6 186	7 185 761	3 591 925	10 777 685	1 742	26	67,2
Corse	289	1 661 045	280 532	1 941 577	6 718	96	69,9
Total	54 788	49 854 531	62 225 253	112 079 784	2 046	31	65,3

Comprend tous les types de PLUS (neuf, A.A, logements ordinaires, résidences sociales) : PLUS, PLUS-CD et palulos communale.

Surcharge foncière et prime spécifique IDF

		% d	es AE sur	charge foncière	e et prime	spécifique IDF	sur Total AE
Région	Subvention surcharge foncière et prime spécifique IDF	% P	LAI	% PLUS		% PLS	% SF et prime / AE LLS
Île-de-France	117 018 172	53,2	2%	41,6 %		5,3 %	53,3 %
Alsace	562 000	100	%				7,6 %
Aquitaine	1 537 226	30,8	3 %	69,2 %			10,4 %
Auvergne							
Bourgogne							
Bretagne	631 432	78,4	1 %	21,6 %			5 %
Centre							
Champagne-Ardenne							
Franche-Comté							
Languedoc-Roussillon	1 818 000	89,2	2%	10,8 %			12,5 %
Limousin							
Lorraine							
Midi-Pyrénées	1 905 000	100	%				10,6 %
Nord-Pas-de-Calais	1 648 794	100	%				9,8 %
Basse-Normandie							
Haute-Normandie	288 100	45,4	1 %	54,6 %			8,3 %
Pays de la Loire	1 262 500	31,8	3 %	68,2 %			8,2 %
Picardie							
Poitou-Charentes							
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 424 986	27,8	3 %	69,7 %		2,5%	26,2 %
Rhône-Alpes	6 313 327	43,1	. %	56,9 %			14,4 %
Corse	406 000	30,9) %	69,1%			9,7 %
Total	143 815 537	52,3	3 %	43,3 %		4,5 %	33,1 %
% du produit dans les 117 065 LLS financés		25,4	1%	46,8 %		27,8 %	

Clés de lecture

- 1) En moyenne, 52,3 % du montant total de la SF et de la prime spécifique IDF ont été affectés aux PLAI, 43,3 % aux PLUS et 4,5 % aux PLS
- 2) En moyenne, la subvention pour surcharge foncière et la prime spécifique en IDF représentent 33,1 % des AE engagés

Les modalités d'attribution de la surcharge foncière (zones urbaines et maîtres d'ouvrage éligibles...) sont explicitées dans <u>la circulaire du 14 décembre 1989</u>, les lettres de notifications aux préfets et <u>l'arrêté du 5 mai 1995</u>.

Surcharge foncière et prime spécifique IDF par zone

Région	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Total	
Île-de-France	95 %	3,8 %	1,2 %		117 018 172	81,4 %
Alsace		100 %			562 000	0,4 %
Aquitaine		75,8 %	22,6 %	1,6 %	1 537 226	1,1 %
Auvergne						
Bourgogne						
Bretagne		100 %			631 432	0,4 %
Centre						
Champagne-Ardenne						
Franche-Comté						
Languedoc-Roussillon		100 %			1 818 000	1,3 %
Limousin						
Lorraine						
Midi-Pyrénées		86,4 %		13,6 %	1 905 000	1,3 %
Nord-Pas-de-Calais		93,4 %	6,6 %		1 648 794	1,1 %
Basse-Normandie						
Haute-Normandie		100 %			288 100	0,2 %
Pays de la Loire		92,8 %	6,3 %	1%	1 262 500	0,9 %
Picardie						
Poitou-Charentes						
Provence-Alpes-Côte d'Azur	53,4 %	44,1%	1,8 %	0,7 %	10 424 986	7,2 %
Rhône-Alpes	11 %	88,6 %		0,4 %	6 313 327	4,4 %
Corse		100 %			406 000	0,3 %
Total	81,6 %	16,6 %	1,5 %	0,3 %	143 815 537	100 %

Interventions d'Action Logement dans le financement des opérations de logement

	Subventions PEEC engagées au titre de l'accord 2013 - 2015 - État / Action - Logement (1 € pour 1 €)				
Région	Nb de LLS	Enveloppe 2013	Subvention engagée		
Île-de-France	15 776	107 531 075	107 531 075		
Alsace	661	560 000	548 000		
Aquitaine		1 177 679	0		
Auvergne		0	0		
Bourgogne		0	0		
Bretagne	632	632 432	631 432		
Centre		0	0		
Champagne-Ardenne		0	0		
Franche-Comté		0	0		
Languedoc-Roussillon	1 115	1 887 250	1 818 000		
Limousin		0	0		
Lorraine		0	0		
Midi-Pyrénées	2 259	2 030 292	1 905 000		
Nord-Pas-de-Calais	1 478	1 445 920	1 445 000		
Basse-Normandie		0	0		
Haute-Normandie	753	389 471	288 100		
Pays de la Loire	1 919	1 148 849	1 148 849		
Picardie		0	0		
Poitou-Charentes		0	0		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 009	9 500 000	8 486 353		
Rhône-Alpes	1 835	6 791 032	2 746 390		
Corse	240	406 000	390 000		
Total	30 677	133 500 000	126 938 199		

Total des interventions d'Action Logement					
sous forme de subventions	sous forme de prêts				
165 826 009	253 036 315				
8 523 539	8 537 384				
3 573 731	9 450 734				
104 000	600 000				
	630 000				
1 082 932	3 092 000				
435 000	6 241 000				
	307 500				
	100 000				
2 051 000	9 456 000				
77 800	455 000				
1 597 052	5 537 832				
5 504 000	16 558 692				
4 435 133	6 190 000				
84 000	60 000				
609 000	7 191 624				
4 309 700	12 454 253				
480 000	5 825 875				
992 000	5 968 000				
16 942 373	31 032 036				
18 823 454	37 234 591				
496 000	654 000				
235 946 722	420 612 836				
656 559 559					
5 238 827					

7 556 768

Total des interventions au titre du LLS

au titre du PSLA

Autres interventions

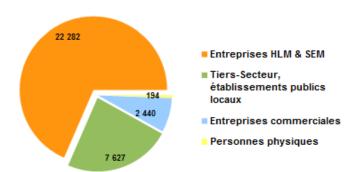
Les subventions Action logement au titre du « $1 \in pour 1 \in w$ ont été réservées en 2013 aux opérations (logements familiaux et structures collectives) PLAI et PLUS en zone A et B1 (exceptionnellement en B2 ou C).

Prêts PLS mobilisés



	Total des prêts PLS mobilisés	En % du total des prêts PLS	En % du nombre total de PLS	Nb de PLS financés
Ménages	1 393 478 555	56 %	49,3 %	16 030
Personnes âgées ou handicapées (PAPH)	832 356 562	33,5 %	31,3 %	10 190
Étudiants	251 034 870	10,1 %	18,8 %	6 127
Autres	9 370 394	0,4 %	0,6 %	196
Total	2 486 240 380	100 %	100 %	32 543

Répartition des PLS par famille de maître d'ouvrage (en nb de logements)



N.B.: 16 % des logements pour étudiants ont été financés en PLUS (1 123 sur 7 019)

Part moyenne des prêts PLS dans le plan de financement initial des opérations : 65 %

L'objectif fixé par le « projet annuel de performance » pour 2013 est de 42 000 PLS. Cet objectif a été notifié aux préfets de région le 28 décembre 2011.

Pour plus d'informations, consulter <u>la liste des établissements de crédits et des enveloppes pour 2013</u>.

Plan de financement moyen des opérations

Une opération de logements locatifs peut comporter un ou plusieurs types de produits : PLAI, PLUS, PLS. Dans le cadre d'une opération mixte, le coût de l'opération est global et ne peut être décomposé par type de produit financier.

Le montant total qui est indiqué en bas de colonne pour chaque plan de financement représente le plan de financement pour chaque type de produit.

L'analyse distingue les logements ordinaires des logements foyers (foyers pour personnes âgées ou handicapées, d'une part, résidences sociales, d'autre part), car les caractéristiques techniques et économiques sont différentes.

	Nbre Logts	SU/logement (m²)	Part dans le total des LLS
Logements ordinaires	95 549	62,85	81,6%
Structures	21 516	24,36	18,4 %
	117 065		

Nombre de pièces	1	2	3	4	5
Répartition pour les logements ordinaires	12,5 %	26,2 %	37,4 %	20,6 %	3,4 %
Répartition pour les structures	96,2 %	3,3 %	0,4 %	0,1%	0 %

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) → Tous LLS

	France		Zone A		Zone	B1	Zone	B2	Zone	С
Sub. État principale	2 678		3 655		2 728		2 216		1 594	
Surcharge Foncière	662		1 706		523		31		19	
Prime spécifique IDF	567		1 818		120		51			
Total Sub. État	3 724	2,9 %	6 898	4,9 %	3 259	2,6 %	2 063	1,7 %	1 528	1,2 %
Subvention Commune	2 802		7 983		896		661		567	
Subvention EPCI	2 400		931		4 492		2 486		897	
Subvention Département	2 331		1 349		2 062		2 043		4 756	
Subvention Région	1 809		3 709		1 080		749		1 390	
Total Coll. locales	9 342	7,2 %	13 972	9,8 %	8 531	6,8 %	5 939	4,9 %	7 610	6,1 %
Subventions PEEC	2 016		4 978		1 732		161		78	
Subventions autres	1 673		1 885		1 204		1 125		2 865	
Total subventions	16 755	13 %	27 733	19,5 %	14 725	11,8 %	9 289	7,6 %	12 080	9,7 %
Prêts standards PLAI-PLUS-PLS	86 988		84 523		87 273		89 054		87 857	
Prêts PEEC	3 593		7 747		2 965		1 261		953	
Autres prêts	6 746		8 009		4 428		6 559		9 116	
Total prêts	97 327	75,6 %	100 279	70,8 %	94 666	75,8 %	96 875	79,8 %	97 925	78,6 %
Fonds propres	14 785	11,5 %	13 691	9,6 %	15 523	12,4 %	15 258	12,5 %	14 627	11,7 %
Total par logement	129 050		141 985		125 027		121 657		124 717	
Nb de logements financés	117 065		33 300		37 190		25 908		20 667	

Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) Logements étudiant

	France		Zone /	A	Zone B1	L	Zone B	32	Zone	С
Sub. État principale	383		623		220					
Surcharge Foncière	802		1 673		15] '
Prime spécifique IDF	52		110] '
Total Sub. État	1 238	1,8 %	2 406	2,9 %	235	0,4 %				
Subvention Commune	5 237		10 727		14		1 056			
Subvention EPCI	1 047		284		2 052		796]
Subvention Département	802		783		864		706] '
Subvention Région	2 831		4 084		1 956		917] '
Total Coll. locales	9 917	14,2 %	15 878	18,8 %	4 886	8,6 %	3 475	5,9 %		
Subventions PEEC	215		391		72					
Subventions autres	1 471		119		2 770		2 264		7 500] '
Total subventions	12 840	18,3 %	18 794	22,3 %	7 962	14,1 %	5 739	9,8 %	7 500	13,9 %
Prêt PLS	32 375		29 764		33 905		37 772		27 555	
Prêts CDC	10 580		20 476		2 118					
Prêts PEEC	676		743		573		574		4 750	
Autres prêts	10 596		10 767		9 893		12 132		12 500	
Total prêts	54 226	77,4 %	61 750	73,3 %	46 489	82,1 %	50 478	86 %	44 805	83,3 %
Fonds propres	2 952	4,2 %	3 724	4,4 %	2 190	3,9 %	2 481	4,2 %	1 466	2,7 %
Total par logement	70 018		84 268		56 642		58 698		53 771	
Nb de logements financés	7 754		3 688		3 079]	947		40]

La ligne « Prêts CDC » ne concerne que les prêts accordés par la CDC aux opérations de PLUS et de PLAI. Les prêts de la CDC pour les PLS sont comptabilisés dans la ligne « Prêts PLS ». Les subventions de la ville de Paris sont incluses dans la ligne « Subvention Commune ».

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) Logements ordinaires - PLAI

	France		Zone /	A	Zone E	31	Zone	B2	Zone	· C
Sub. État principale	8 006		11 145		8 072		6 987		6 180	
Surcharge Foncière	876		1 915		1 329		70		78	
Prime spécifique IDF	1 414		6 991		277		108			
Total Sub. État	10 295	7,3 %	20 051	11 %	9 677	7,1 %	7 164	5,7 %	6 258	5 %
Subvention Commune	1 763		5 504		1 304		643		550	
Subvention EPCI	4 287		1 859		7 034		3 914		1 675	
Subvention Département	3 395		1 765		3 623		2 835		5 415	
Subvention Région	1 967		5 800		1 110		1 065		1 159	
Total Coll. locales	11 413	8,3 %	14 927	8,5 %	13 072	9,6 %	8 456	6,8 %	8 799	7,1 %
Subventions PEEC	2 705		9 411		2 378		265		158	
Subventions autres	1 270		2 090		1 048		947		1 367	
Total subventions	25 683	18,5 %	45 628	26,1 %	26 174	19,2 %	16 832	13,5 %	16 583	13,3 %
Prêts CDC	95 854		103 683		96 384		92 834		91 258	
Prêts PEEC	1 841		5 113		1 570		623		868	
Autres prêts	1 877		2 748		702		2 739		2 128	
Total prêts	99 573	72,1 %	111 544	63,8 %	98 656	72,5 %	96 197	77,1 %	94 253	75,6 %
Fonds propres	12 817	9,3 %	16 722	9,6 %	11 196	8,2 %	11 706	9,4 %	13 809	11,1 %
Total par logement	138 073		174 745		136 026		124 735		124 645	
Nb de logements financés	21 136		3 879		7 816		5 633		3 808	

 $La\ ligne\ {\it ``Prêts\ CDC\ "`ne\ concerne\ que\ les\ prêts\ accord\'es\ par\ la\ CDC\ aux\ op\'erations\ de\ PLUS\ et\ de\ PLAI.$

Les prêts de la CDC pour les PLS sont comptabilisés dans la ligne « Prêts PLS ».

Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Hors logements pour étudiant.

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) → Logements ordinaires - PLUS

	France		Zone /	A	Zone E	31	Zone E	32	Zone	С
Sub. État principale	891		2 070		816		431		341	
Surcharge Foncière	781		2 856		501		32		11	
Prime spécifique IDF	286		1 168		98		35			
Total Sub. État	1 958	1,4 %	6 094	3,5 %	1 414	1%	497	0,4 %	313	0,2 %
Subvention Commune	2 727		9 634		1 193		592		828	
Subvention EPCI	3 056		1 721		5 028		2 756		1 176	
Subvention Département	1 721		1 207		1 664		1 455		2 794	
Subvention Région	1 398		3 614		775		795		927	
Total Coll. locales	8 902	6,3 %	16 176	9,3 %	8 661	6,2 %	5 597	4,3 %	5 725	4,5 %
Subventions PEEC	2 845		9 697		2 148		197		107	
Subventions autres	859		1 767		683		634		483	
Total subventions	14 564	10,2 %	33 734	19,3 %	12 905	9,3 %	6 925	5,3 %	6 666	5,2 %
Prêts CDC	100 420		109 424		99 457		98 276		95 032	
Prêts PEEC	3 520		7 585		3 665		1 565		1 354	
Autres prêts	2 818		3 432		1 028		4 719		2 912	
Total prêts	106 758	75,2 %	120 441	69,0 %	104 150	74,9 %	104 560	79,9 %	99 298	78,6 %
Fonds propres	20 706	14,6 %	20 378	11,7 %	22 028	15,8 %	19 340	14,8 %	20 437	16,2 %
Total par logement	142 027		174 553		139 084		130 826		126 401	
Nb de logements financés	49 985		10 389		17 667		12 827		9 102	

L'analyse n'intègre pas les PLUS-CD.

La ligne « Prêts CDC » ne concerne que les prêts accordés par la CDC aux opérations de PLUS et de PLAI.

Les prêts de la CDC pour les PLS sont comptabilisés dans la ligne « Prêts PLS ».

Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Hors logements pour étudiant.

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) Logements ordinaires - PLS

	France		Zone	·Α	Zone	B1	Zone	B2	Zone	· C
Sub. État principale	55								1 063	
Surcharge Foncière	339		634							
Prime spécifique IDF										
Total Sub. État	394	0,3 %	634	0,5 %					1 063	
Subvention Commune	2 501		4 503		169		249		184	
Subvention EPCI	245		270		172		339		67	
Subvention Département	405		254		258		813		1 457	
Subvention Région	334		166		770		83		675	
Total Coll. locales	3 485	2,6 %	5 192	3,7 %	1 369	1,1 %	1 483	1,1 %	2 384	1,8 %
Subventions PEEC	941		972		1 607		48		23	
Subventions autres	864		1 258		456		226		753	
Total subventions	5 684	4,2 %	8 056	5,7 %	3 433	2,8 %	1 757	1,3 %	4 223	2,4 %
Prêt PLS	86 369	65 %	86 997	62 %	82 453	68 %	90 775	69 %	85 901	65 %
Prêts CDC										
Prêts PEEC	6 012		8 712		3 965		1 308		2 511	
Autres prêts	19 151		21 672		15 789		16 096		19 017	
Total prêts	111 532	83,5 %	117 382	83,6 %	102 206	84,3 %	108 180	82,7 %	107 429	81 %
Fonds propres	16 309	12,2 %	14 895	10,6 %	15 533	12,8 %	20 840	15,9 %	21 019	15,8 %
Total par logement	133 525		140 333		121 172		130 776		132 671	
Nb de logements financés	16 384		8 765		4 200		2 572		847	

La ligne « Prêts CDC » ne concerne que les prêts accordés par la CDC aux opérations de PLUS et de PLAI. Les prêts de la CDC pour les PLS sont comptabilisés dans la ligne « Prêts PLS ».

Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Hors logements pour étudiant.

Plan de financement moyen des opérations financées Logements - foyers pour personnes âgées ou handicapées en PLS

	Franc	e	Zone	A	Zone B	1	Zone B	2	Zo	one C
Sub. État principale										
Surcharge Foncière	59		593	1						
Prime spécifique IDF										
Total Sub. État	59	0 %	593	0,3 %						
Subvention Commune	1 582		11 165		18		1 629		244	
Subvention EPCI	208		36		779		257		10	
Subvention Département	8 014		16 113		5 466		5 892		8 235	
Subvention Région	1 445		5 938		110				1 650	
Total Coll. locales	11 250	8,5 %	33 252	17,1 %	6 373	5,1 %	7 778	6,9 %	10 140	7,8 %
Subventions PEEC										
Subventions autres	6 613		5 957		4 357		4 720		8 366	
Total subventions	17 922	13,6 %	39 802	20,4 %	10 730	8,6 %	12 498	11,1 %	18 506	14,2 %
Prêts PLS	81 770	61,9 %	127 702	65,6 %	77 463	62 %	73 488	65,2 %	77 702	59,7 %
Prêts PEEC										
Autres prêts	24 006		17 045		27 866		16 959		26 877	
Total prêts	105 776	80,1 %	144 747	74,3 %	105 329	84,3 %	90 447	80,2 %	104 580	80,3 %
Fonds propres	8 304	6,3 %	10 218	5,2 %	8 847	7,1 %	9 811	8,7 %	7 097	5,5 %
Total par logement	132 002		194 767		124 906		112 756		130 183	
Nb de logements financés	10 032		1 002		1 877		2 098		5 055	

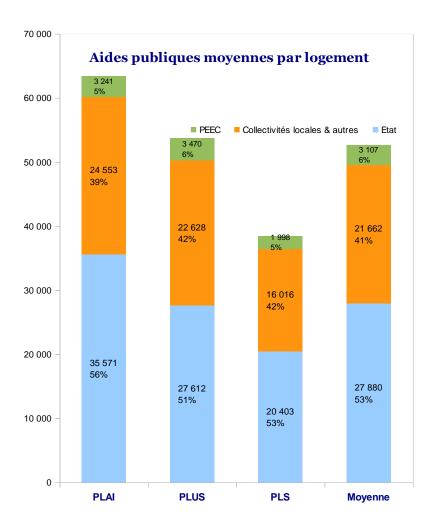
Cette analyse porte aussi bien sur les logements neufs que ceux en acquisition-amélioration.

Plan de financement moyen des opérations financées Résidences sociales (PLAI)

	France		Zone	Α	Zone	e B1	Zone I	32	Zone	e C
Sub. État principale	10 272		11 235		8 814		10 483		7 627	
Surcharge Foncière	696		1 247		79	1		1		1
Prime spécifique IDF	2 462		4 378		218		244			
Total Sub. État	13 430	17,04 %	16 860	20 %	9 111	12 %	10 727	17 %	7 627	9,9 %
Subvention Commune	5 222		9 254		465		479		306	
Subvention EPCI	2 582		450		6 694		4 022		1 343	
Subvention Département	1 419		849		1 856		1 873		3 426	
Subvention Région	5 423		7 003		3 722		1 823		6 353	
Total Coll. locales	14 646	18,58 %	17 556	20,8 %	12 738	16,8 %	8 198	13 %	11 428	14,9 %
Subventions PEEC	2 044		3 610		334				35	
Subventions autres	3 296		3 901		2 039		2 656		4 448	
Total subventions	33 417	42,39 %	41 926	49,70 %	24 222	31,92 %	21 581	34,12 %	23 537	30,64 %
Prêts CDC	28 851		21 889		38 031		31 581		44 582	
Prêts PEEC	11 250		15 821		7 299		4 510		3 017	
Autres prêts	1 178		394		1 591		2 252		3 730	
Total prêts	41 279	52,37 %	38 104	45,17 %	46 921	61,84 %	38 344	60,63 %	51 329	66,82 %
Fonds propres	4 127	5,24 %	4 321	5,12 %	4 728	6,23 %	3 318	5,25 %	1 953	2,54 %
Total par logement	78 823		84 351		75 871		63 243		76 819	
Nb de logements financés	8 482		4 599		2 156		1 149		578	

Cette analyse porte aussi bien sur les logements neufs que ceux en acquisition-amélioration.

Estimation des aides publiques mobilisées sur une opération de logement locatif social (Logements ordinaires et neufs)



Le financement d'une opération de logement locatif social (PLAI, PLUS ou PLS) mobilise les différents types de financements suivants :

1) des financements directs

- des subventions de l'État
- des subventions des collectivités locales ou des cessions de terrains à un prix inférieur à leur valeur marchande
- des subventions d'Action Logement au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction
- des subventions accordées par d'autres institutions
- des prêts (prêts adossés au fonds d'épargne ou autres prêts bancaires)
- des fonds propres des organismes

2) des aides indirectes

- les avantages fiscaux accordés par l'État ou les collectivités locales : TVA à taux réduit et exonération de TFPB (Taxe foncière sur les propriétés bâties)
- le coût de la garantie des emprunts par les collectivités locales ou Action logement
- les aides dites de circuit ou de taux (celles-ci s'analysent comme un avantage par rapport aux taux du marché des taux des prêts accordés par la CDC ou Action logement)

Ces aides indirectes étant étalées sur un certain nombre d'années, elles sont ramenées en valeur actuelle d'un équivalent subvention, avec un taux d'actualisation égal au <u>TMO</u> (taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées émises au cours du semestre précédent).

Le calcul des aides publiques est présenté ici pour un logement moyen PLUS, PLAI ou PLS et repose sur l'analyse des opérations financées en 2013. Il ne porte que sur les logements neufs ordinaires, c'est-à-dire hors logements foyers et résidences sociales, dont la structure de coût et de financement est un peu différente (logements plus petits, services et espaces communs...).

Aides moyennes publiques en faveur du logement social : logements ordinaires et neufs financés en 2013

	PL	AI
Fonds propres	13 085	9,3 %
Emprunts	101 970	72,8 %
Subventions	24 999	17,8 %
Total TTC	140 054	
Nombre de logements financés	18 959	

PLUS								
20 319	14,3 %							
106 957	75,5 %							
14 450	10,2 %							
141 725								
47 300								

P	LS
14 372	11,9 %
100 189	82,8 %
6 464	5,3 %
121 025	
17 808	

	PL	Al
	État	(voir tableau PLS) : Collectivités locales et autres
Subventions directes	10 079	14 920
Aides fiscales : TVA à 5,5 %	19 327	
Aides fiscales : exonération de TFPB	6 165	6 366
Aides de circuit		466
Coût de la garantie des emprunts par les collectivités locales		2 801
Total des aides publiques	35 571	24 553

PLUS					
État	Collectivités locales et autres				
1 889	12 561				
19 558					
6 165	6 366				
	866				
	2 835				
27 612	22 628				

PLS					
État	Collectivités locales et autres				
494	5 970				
16 701					
3 208	9 397				
	1 260				
	2 421				
20 403	16 016				

Aides publiques totales pour 100 €	45.2
d'investissement HT	45,5

37,4

	24.7	
	31,/	

Répartition territoriale des opérations de PSLA financées en 2013

Régions	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Total
Île-de-France	577	12			589
Alsace		85	10	9	104
Aquitaine		611	130	54	795
Auvergne		41	7	91	139
Bourgogne			36	104	140
Bretagne		535	321	174	1 030
Centre		133	11	34	178
Champagne-Ardenne			63	17	80
Franche-Comté					
Languedoc-Roussillon		55	114	43	212
Limousin					
Lorraine		12	13	8	33
Midi-Pyrénées		780	19	184	983
Nord-Pas-de-Calais		169	263	37	469
Basse-Normandie			41	54	95
Haute-Normandie		81	55	52	188
Pays de la Loire		431	168	169	768
Picardie			17	19	36
Poitou-Charentes			6	13	19
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12	12	72	15	111
Rhône-Alpes		258	358	647	1 263
Corse					
Total	589	3 215	1 704	1 724	7 232
Pourcentage par zone	8 %	44 %	24 %	24 %	
Pourcentage cumulé	8 %	53 %	76 %	100 %	

Logements financés en PSLA depuis 2004 : répartition par zone ABC

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total logts	% par zone
Zone A			5,2 %	1,2 %	5,9 %	10,1 %	18,2 %	14,3 %	9,1 %	8,1%	3 125	9,7 %
Zone B1		27,8 %	19,7 %	23,1%	35,3 %	35,9 %	28,7 %	42,3 %	43,3 %	44,5 %	12 217	38 %
Zone B2	37,7 %	29,6 %	34,4 %	35,8 %	31,4 %	27,8 %	25 %	23 %	21,4 %	23,6 %	8 216	25,5 %
Zone C	62,3 %	42,7 %	40,6 %	39,9 %	27,3 %	26,2 %	28,1 %	20,4 %	26,3 %	23,8 %	8 608	26,8 %
Nb de logements financés	69	778	1 432	2 243	2 331	2 266	2 941	6 909	5 965	7 232	32 166	

Organismes de logement social	69	715	1 170	1 905	1 768	1 924	2 449	5 130	4 637	6 146	25 913	80,56%
Autres opérateurs	0	63	262	338	563	342	492	1 779	1 328	1 086	6 253	19,44 %

Logements financés en PSLA depuis 2004 : répartition par région

Région	А	B1	В2	С	Total	Part de la région	% er
Île-de-France	2 737	81	62		2 880	9 %	97
Alsace		222	51	74	347	1,1 %	6
Aquitaine		1 539	366	258	2 163	6,7 %	71
Auvergne		78	87	270	435	1,4 %	17
Bourgogne			67	291	358	1,1 %	
Bretagne		1 827	1 625	1 148	4 600	14,3 %	39
Centre		513	197	324	1 034	3,2 %	49
Champagne-Ardenne			115	89	204	0,6 %	
Franche-Comté			36	107	143	0,4 %	
Languedoc-Roussillon		471	627	457	1 555	4,8 %	30
Limousin			37	13	50	0,2 %	
Lorraine		22	32	22	76	0,2 %	28
Midi-Pyrénées		3 784	145	1 376	5 305	16,5 %	71
Nord-Pas-de-Calais		867	1 303	114	2 284	7,1 %	3
Basse-Normandie			708	502	1 210	3,8 %	
Haute-Normandie		303	207	219	729	2,3 %	41
Pays de la Loire		1 400	940	1 182	3 522	10,9 %	39
Picardie			110	105	215	0,7 %	
Poitou-Charentes			116	101	217	0,7 %	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	68	217	264	162	711	2,2 %	40
Rhône-Alpes	320	893	1 121	1 794	4 128	12,8 %	29
Total	3 125	12 217	8 216	8 608	32 166	100 %	47

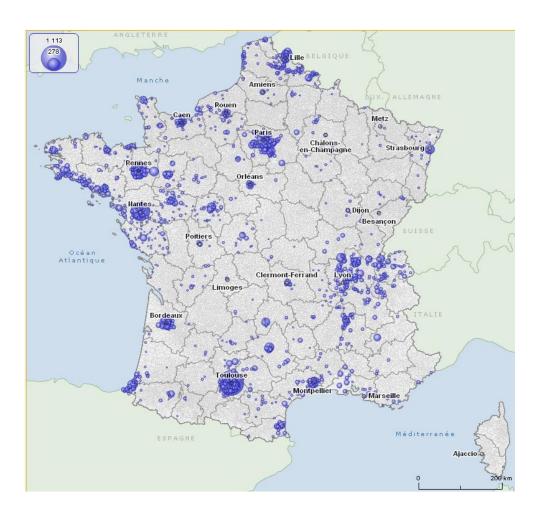
% en zones A & B1
97,8 %
64 %
71,2 %
17,9 %
39,7 %
49,6 %
30,3 %
28,9 %
71,3 %
38 %
41,6 %
39,8 %
40,1 %
29,4 %
47,7 %

Répartition territoriale des opérations de PSLA financées depuis 2004

	Zo	ne A	Zoı	ne B1	Zoı	ne B2	Zone C		Total PSLA	dont % hors agglo
Région	En agglo	Hors agglo								
Île-de-France	2 687	50	81		62				2 880	1,7 %
Alsace			222		35	16	28	46	347	17,9 %
Aquitaine			1 539		348	18	174	84	2 163	4,7 %
Auvergne			78		87		232	38	435	8,7 %
Bourgogne					67		288	3	358	0,8 %
Bretagne			1 521	306	1 391	234	856	292	4 600	18,1 %
Centre			513		188	9	200	124	1 034	12,9 %
Champagne-Ardenne					115		40	49	204	24 %
Franche-Comté					36		71	36	143	25,2 %
Languedoc-Roussillon			471		607	20	282	175	1 555	12,5 %
Limousin					37		6	7	50	14 %
Lorraine			22		23	9	22		76	11,8 %
Midi-Pyrénées			3 784		145		880	496	5 305	9,3 %
Nord-Pas-de-Calais			867		1 225	78	46	68	2 284	6,4 %
Basse-Normandie					612	96	284	218	1 210	26 %
Haute-Normandie			303		167	40	155	64	729	14,3 %
Pays de la Loire			1 390	10	877	63	633	549	3 522	17,7 %
Picardie					100	10	84	21	215	14,4 %
Poitou-Charentes					110	6	24	77	217	38,2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	68		217		231	33	114	48	711	11,4 %
Rhône-Alpes	215	105	893		1 022	99	1127	667	4 128	21,1 %
Corse										
Total	2 970	155	11 901	316	7 485	731	5 546	3 062	32 166	4 264
		5 %		2,6 %		8,9 %		35,6 %		13,3 %
Répartition par zone										
du total des PSLA		9,7 %		38 %		25,5 %		26,8 %		
des PSLA hors agglo		3,6 %		7,4 %		17,1 %		71,8 %		

Agglo = <u>unité urbaine</u> au sens de l'INSEE

PSLA financés depuis 2004



La production des PSLA est concentrée sur quelques régions. 8 régions cumulent 82 % des PSLA financés.

Région	Part dans le total national
Midi-Pyrénées	16,5 %
Bretagne	14,3 %
Rhône-Alpes	12,8 %
Pays de la Loire	10,9 %
Île-de-France	9 %
Nord-Pas-de-Calais	7,1 %
Aquitaine	6,7 %
Languedoc-Roussillon	4,8 %

73 % des PSLA financés sont situés dans les zones A et B. 77 % se situent dans des unités urbaines (toutes zones confondues).

Cette production est, par ailleurs, concentrée sur les grands pôles urbains et leur couronnes, mais moins que le LLS: en effet, 80 % des LLS financés depuis 2005 se situent dans les grands pôles urbains.

Grands pôles urbains (10 000 emplois ou plus)	68,5 %
Couronnes urbaines des grands pôles	20,5 %
Autres communes	11 %

44 % des logements financés font partie d'opérations de maisons individuelles.

Coût logements ordinaires : PLUS, PLAI, PLS, neuf (en euros/m² de SU)

	Hors VEFA					VE	FA			
Région	Nb logts	SU/logt (m²)	Coût Total	Bâtiment	Charge foncière	Prestations intellectuelles	Coût Total	Nb logts	SU/logt (m²)	% logts en VEFA
Île-de-France	10 055	56	2 970	1 914	770	286	2 772	8 719	54,2	46,4 %
Alsace	903	58,9	2 007	1 438	321	247	2 183	925	60,8	50,6 %
Aquitaine	4 353	64,5	1 879	1 284	410	184	1 894	1 872	64,9	30,1%
Auvergne	1035	63,1	1 908	1 402	281	225	1 922	311	70,2	23,1 %
Bourgogne	608	60,3	1 928	1 229	389	311	1 956	314	68,4	34,1%
Bretagne	3 113	69,9	1 660	1 234	252	174	1 599	753	69,3	19,5 %
Centre	1 468	65,4	1 827	1 363	267	197	1 859	557	70,9	27,5 %
Champagne-Ardenne	954	77,5	1 780	1 298	334	148	1 965	309	72,9	24,5 %
Franche-Comté	114	74,7	1 783	1 394	177	211	1 746	113	75,8	49,8 %
Languedoc-Roussillon	2 885	70,4	1 629	1 147	341	142	1 664	1 726	69,7	37,4 %
Limousin	574	73,3	1 583	1 054	359	170	1 716	1	67,3	0,2 %
Lorraine	1 338	67,8	1 895	1 377	361	157	1 804	585	68,8	30,4 %
Midi-Pyrénées	3 842	54,9	1 796	1 246	357	193	1 848	1 724	64,8	31 %
Nord-Pas-de-Calais	3 655	69	1 847	1 317	368	161	1 835	1 350	66,7	27 %
Basse-Normandie	1 245	70,3	1 710	1 031	548	132	1 745	310	69,2	19,9 %
Haute-Normandie	1 496	75,2	1 885	1 385	312	188	1 950	970	60,6	39,3 %
Pays de la Loire	3 443	66,1	1 880	1 363	318	199	1 885	1 499	65,3	30,3 %
Picardie	1 198	66,7	1 781	1 321	304	156	1 792	522	70,1	30,3 %
Poitou-Charentes	1 153	57,2	1 908	1 429	242	237	1 827	514	57,7	30,8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 965	58,3	2 176	1 470	473	233	2 072	3 016	68,5	43,2%
Rhône-Alpes	5 095	64,7	1 933	1 311	397	226	2 059	3 890	60,6	43,3 %
Corse	126	61,2	2 331	1 522	528	281	1 950	308	69,2	71 %
Moyenne (hors IDF)	42 563	65,1	1 855	1 305	359	191	1 915	21 552	65,6	33,6 %
France	52 618	63,4	2 043	1 407	429	207	2 130	30 288	62,3	36,5 %
rrance	25 018	63,4	2 043	1 407	429	207	2 130	30 288	62,3	30,5 %

La décomposition en 3 postes est celle de l'arrêté du 17 octobre 2011.

L'analyse des coûts décomposés ne comprend pas :

- les logements foyers
- les opérations en acquisition-amélioration
- les opérations en usufruit
- les opérations de l'Anru

Les coûts sont indiqués hors TVA (en euros/m² de SU).

Modes de chauffage principal des opérations financées (LLS & PSLA)

Région	Gaz	Électricité	Chauffage urbain	Bois	Autres	Nb de logements financés	Label BBC
Île-de-France	56,1 %	16,4 %	20,1 %	0 %	7,4 %	31 754	70 %
Alsace	66,8 %	8,5 %	14,7 %	0 %	10 %	2 749	78,8 %
Aquitaine	80,9 %	11,8 %	5,5 %	0 %	1,8 %	8 457	80 %
Auvergne	80,7 %	3,2 %	13,9 %	0 %	2,3 %	2 164	44,5 %
Bourgogne	85,6 %	4,4 %	6,1 %	0 %	3,9 %	1 734	50,4 %
Bretagne	79,3 %	9,9 %	3,9 %	0,2 %	6,7 %	7 011	76,8 %
Centre	86,4 %	8,2 %	1,4 %	0,4 %	3,6 %	2 961	69,2 %
Champagne-Ardenne	84,4 %	5,8 %	0 %	0 %	9,8 %	1 907	45,9 %
Franche-Comté	72,5 %	4,7 %	0 %	9,8 %	13 %	407	46,3 %
Languedoc-Roussillon	29,9 %	61,7 %	3,8 %	0 %	4,6 %	6 328	57,7 %
Limousin	67,3 %	7 %	0 %	0,6 %	25,2 %	727	42,6 %
Lorraine	81,6 %	4,9 %	12,1 %	0 %	1,5 %	2 618	47,9 %
Midi-Pyrénées	69,2 %	16,6 %	6,9 %	3,3 %	4 %	7 677	75,3 %
Nord-Pas-de-Calais	87,5 %	5,6 %	4,8 %	0 %	2,1 %	7 074	59,1 %
Basse-Normandie	76,6 %	11,5 %	0,3 %	0 %	11,6 %	2 240	83,7 %
Haute-Normandie	69,9 %	5,4 %	14,6 %	0,1 %	10,1 %	2 959	55,1 %
Pays de la Loire	78 %	14,2 %	3,9 %	0,1 %	3,9 %	7 586	42,5 %
Picardie	80,7 %	18,8 %	0,2 %	0 %	0,3 %	2 164	26,4 %
Poitou-Charentes	48,3 %	28,3 %	13,4 %	0 %	10 %	2 581	66 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50,8 %	40,1 %	2,6 %	0,2 %	6,3 %	8 957	81,4 %
Rhône-Alpes	73,2 %	8,5 %	8 %	0,4 %	9,9 %	13 658	63,3 %
Corse	59,1 %	26,7 %	0 %	0 %	14,2 %	506	35,7 %
Moyenne nationale	67,1 %	16,9 %	9,5 %	0,3 %	6,3 %	100 %	64,5 %
Nombre de logements concernés	83 300	20 937	11 796	390	7 796	124 219	69 378

La rubrique « Autres » comporte notamment : géothermie / pompes à chaleur, solaire...

Avertissement : Il est probable que le mode « chauffage urbain » soit sous-renseigné dû à un renseignement erroné dans certains dossiers par confusion avec le mode « gaz ».

Répartition des logements financés par taille : logements ordinaires (PLAI, PLUS, PLS)

	20	11	20	12	2013		
	Pourcentage	SU moyenne	Pourcentage	SU moyenne	Pourcentage	SU moyenne	
Nb de logements	91 679		82 (031	95 243		
Type 1	10,51 %	25,6	12,40 %	23,8	12,51%	23,8	
Type 2	24,19 %	50,2	25,65 %	50,3	26,18 %	50	
Type 3	37,66 %	68,1	38,16 %	69,7	37,36 %	69,2	
Type 4	23,42 %	83,8	20,26 %	85,9	20,56 %	85,8	
Type 5	4,23 %	99,6	3,52 %	103,2	3,39 %	101,6	
		64,3		63,5		63	

	Isolés	Ménages sans enfant	Ménages avec 1 enfant ou plus
Demandeurs de logements sociaux au RSA Source : Infocentre DLS – février 2014	38,4%	4,8 %	56,8 %
Requérants DALO en 2013 Source : Infocentre Dalo – février 2014	29,5 %	7,4 %	63,1%

% des logements ordinaires / total LLS

	2011	2012	2013
	80,4 %	80,8 %	81,4 %
Total LLS	114 008	101 542	117 065

SU moyenne par logement (en m²)

	Toutes zones	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C
2011	64,3	58	64,9	68,9	73,2
2012	63,5	54	64	68,4	72,6
2013	63	57	61,3	67,3	72

Gens du voyage : nombre de places financées et montant des subventions par catégorie d'aire

	Aires d'	accueil	Réhabil	itations	Terrains familiaux		Total places	Total subvention
Région	nbre places	subv. État	nbre places	subv. État	nbre places	subv. État		État
Île-de-France	178	236 206					178	236 206
Alsace								
Aquitaine					17	181 416	17	181 416
Auvergne								
Bourgogne								
Bretagne								
Centre					6	64 029	6	64 029
Champagne-Ardenne								
Franche-Comté								
Languedoc-Roussillon	12	128 058					12	128 058
Limousin								
Lorraine					17	168 609	17	168 609
Midi-Pyrénées								
Nord-Pas-de-Calais								
Basse-Normandie								
Haute-Normandie								
Pays de la Loire								
Picardie								
Poitou-Charentes								
Provence-Alpes-Côte d'Azur								
Rhône-Alpes					20	298 797	20	298 797
Corse								
Total	190	364 264	0	0	60	712 851	250	1 077 115

Ces opérations sont financées selon <u>différentes</u> <u>modalités</u>.

Le financement de la réhabilitation des aires est décrit au § 2.1.2 de la circulaire du 3 août 2006 sur la mise en œuvre des prescriptions du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

MOUS financées par catégorie

Type de MOUS	Part dans le total des MOUS	Subvention État	Autres subventions	Taux moyen de subvention
Campements et squats (type 8)	21,5 %	1 072 745	795 218	57,6%
Problèmes identifiés (type 1)	20,2 %	986 483	1 474 853	80,8 %
Situations exceptionnelles (type 6)	16,7 %	1 912 672	595 582	99,9 %
AMO (type 5)	10,9 %	427 186	1 014 616	87,6 %
Dispositif hébergement d'urgence (type 7)	10 %	1 197 794	33 543	82 %
Mobilisation de LLTS (type 3)	8,5 %	488 539	464 850	74 %
Production de LLTS (type 2)	8,3 %	481 838	770 545	99,8 %
Aide au maintien (type 4)	3,9 %	266 579	151 425	71,9 %
		6 833 836	5 300 631	
	Taux moyen de subvention : 80 %	45 %	35 %	

Les maîtrises d'œuvre urbaines et sociales : typologie

Depuis 2011, lors de l'instruction d'un dossier de MOUS, les services sont invités à le classer d'après la typologie suivante :

- Type 1 : réponse à des problèmes de logement rencontrés par un ou des groupes de personnes identifiées
- Type 2 : production de logements très sociaux sans connaître les personnes qui en bénéficient
- Type 3: mobilisation de logements à destination très sociale (AIVS, bureau d'aide ou d'accès au logement...)
- Type 4: aide au maintien dans le logement (amélioration du logement, prévention des expulsions, diagnostic social FTM...)
- Type 5 : assistance à maîtrise d'ouvrage (animation du PDALPD, observation de la demande locative sociale...)
- Type 6: situations exceptionnelles (catastrophes naturelles ou industrielles...)
- Type 7 : dispositifs d'hébergement d'urgence en Île-de-France
- Type 8: Campements et MOUS (circulaire interministérielle du 26 août 2012 NOR INTK1233053C)

Le financement des MOUS est régi par la <u>circulaire n° 95-63 du 2 août 1995 relative aux maîtrises d'œuvre urbaine et sociale pour l'accès au logement des personnes défavorisées</u>.

Seuls deux cas particuliers (type 6 et 7 de la nomenclature ci-dessus) sont prévus par le <u>décret n° 2000-967 du 3 octobre 2000 (article 1)</u> par dérogation aux dispositions du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatifs aux subventions de l'État.

Interventions de l'Anah

			Montant des su	ubventions enga	gées	
Région	Ingénierie	Aide aux syndicats de copro.	Propriétaire occupant	Propriétaire bailleur	Total AE	FART (1)
Île-de-France	4 328 601	18 762 612	12 100 329	2 502 894	37 694 436	6 534 573
Alsace	1 205 077	1 929 031	7 525 757	5 325 372	15 985 237	3 480 958
Aquitaine	2 146 250	1 652	12 774 068	6 430 642	21 352 612	5 175 853
Auvergne	1 090 697	83 778	12 818 688	2 910 203	16 903 366	4 903 034
Bourgogne	829 835	51 694	7 473 666	2 256 499	10 611 694	3 242 892
Bretagne	1 751 890	5 305 394	22 333 961	3 579 385	32 970 630	11 391 405
Centre	670 819	53 710	10 489 091	1 568 648	12 782 268	3 845 829
Champagne-Ardenne	604 719		6 781 387	1 271 551	8 657 657	3 344 164
Franche-Comté	355 759		9 576 357	2 426 986	12 359 102	4 327 184
Languedoc-Roussillon	1 914 218	2 084 845	13 235 205	5 163 321	22 397 589	4 973 281
Limousin	499 607	10 000	4 546 810	704 226	5 760 643	1 991 267
Lorraine	732 824		13 722 899	4 864 798	19 320 521	6 577 370
Midi-Pyrénées	1 029 949	64 920	17 472 085	4 385 987	22 952 941	8 097 944
Nord-Pas-de-Calais	2 093 044		14 279 056	25 827 305	42 199 405	5 323 845
Basse-Normandie	485 044		7 050 084	1 765 172	9 300 300	2 809 810
Haute-Normandie	1 078 924	318 125	6 4055 969	1 814 967	9 617 985	2 789 690
Pays de la Loire	1 309 586	222 498	20 913 630	10 885 580	33 331 294	9 023 475
Picardie	834 122		6 324 867	625 048	7 784 037	3 219 453
Poitou-Charentes	1 021 537		9 229 166	1 609 036	11 859 739	5 004 559
PACA	2 731 366	703 494	7 037 071	6 266 379	16 738 310	2 441 882
Rhône-Alpes	2 832 042	4 563 896	21 358 549	10 056 003	38 810 400	9 133 504
Corse	228 185	1 242 685	1 920 010	194 881	3 585 761	486 804
Total	29 774 095	35 398 334	245 368 615	102 434 883	412 975 927	108 118 776

	Nombre de	logements			
Propriétair	e occupant	Propriétaire bailleur			
Objectifs	Financés	Objectifs	Financés		
3 625	3 001	1 770	291		
1 150	1 158	435	297		
2 805	2 310	780	368		
1 875	2 229	320	162		
1 640	1 232	360	128		
3 400	4 124	530	192		
2 585	2 259	320	102		
1 515	1 240	320	72		
1 610	1 716	365	157		
2 115	2 449	750	291		
1 185	893	145	43		
2 425	2 567	630	267		
3 550	2 954	760	256		
3 095	2 480	890	2 135		
1 575	1 136	315	129		
1 350	1 083	335	109		
3 715	3 865	450	589		
1 530	1 079	230	35		
1 820	1 655	275	99		
1 830	1 310	985	363		
3 330	4 140	1 225	474		
275	249	100	15		
48 000	45 129	12 290	6 574		

Source : Anah – données traitées par la DGALN

⁽¹⁾ Fonds national d'aide à la rénovation thermique

Interventions de l'Anah

		Indicateurs PAP		Habitat
	3-1	3-2	3-3	indigne &
Région	Habitat indigne	Autonomie	Précarité énergétique	dégradé
Île-de-France	14,7 %	13,8 %	44,23 %	26 %
Alsace	20,7 %	24,4 %	68,59 %	42,9 %
Aquitaine	10,3 %	28,7 %	60,72 %	44 %
Auvergne	15,5 %	33,8 %	62,19 %	37,9 %
Bourgogne	1,6 %	29,8 %	69,63 %	35 %
Bretagne	5,4 %	25,5 %	74,81 %	19,9 %
Centre	9,2 %	43,3%	49,26 %	19,4 %
Champagne-Ardenne	8,9 %	26,8 %	72,48 %	22,6 %
Franche-Comté	7,5 %	28,3 %	66,31%	21,6 %
Languedoc-Roussillon	8,4 %	31,8 %	55 %	41,3 %
Limousin	5,4 %	34,7%	61,43 %	20,5 %
Lorraine	5,6 %	29,1 %	69,65 %	31,8 %
Midi-Pyrénées	8,1 %	25,5 %	72,83 %	28,7 %
Nord-Pas-de-Calais	7,7 %	7,6 %	74,41 %	34,4 %
Basse-Normandie	7,2 %	28,7 %	66,8 %	32,7 %
Haute-Normandie	8,6 %	25,5 %	70,55 %	32 %
Pays de la Loire	4,7 %	25,5 %	56,56 %	38,8 %
Picardie	4 %	20,7%	76,75 %	20,6 %
Poitou-Charentes	6 %	18,4 %	79,42 %	20 %
PACA	20,4 %	29,4%	55,23 %	54,5 %
Rhône-Alpes	4,1 %	32,4 %	60,73 %	35,9 %
Corse	8,9 %	28,8%	51,52 %	48,8 %
Total	8,4 %	25,9 %	64,29 %	33 %
Cible 2013 du PAP	25 %	16 %	40 %	

Les principaux objectifs assignés à l'Agence nationale pour l'habitat (Anah) sont la lutte contre l'habitat indigne, la lutte contre la précarité énergétique, ainsi que l'adaptation des logements privés à l'âge et au handicap et nécessitent un ciblage de la part des aides qui y sont consacrées.

Indicateur 3-1 : pourcentage des subventions accordées pour sortir d'une situation d'indignité par rapport au total des subventions accordées

Mode de calcul : l'indicateur rapporte le montant total des aides accordées par l'Anah pour sortir d'une situation d'indignité au montant total des aides accordées par l'Anah. Les aides prises en compte au numérateur de cet indicateur sont les subventions en faveur de l'habitat indigne au sens strict de sa définition juridique (article 84 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009) hors les actions menées par l'Anah au titre du traitement de l'habitat très dégradé lorsqu'il ne s'inscrit pas dans une procédure. La définition de l'habitat indigne recouvre les logements soumis à un risque de saturnisme, les logements insalubres ou menaçant ruine, ainsi qu'un certain nombre d'hôtels meublés, que leurs services effectifs et leurs conditions d'occupation rendent indignes. Les logements très dégradés sont des logements qui ne sont pas indignes au sens de l'article 84 de la loi du 25 mars 2009 mais qui pourraient le devenir et qui nécessitent donc des travaux importants, notamment pour améliorer leur confort. Il est précisé que le traitement des copropriétés en difficulté et la Résorption de l'habitat insalubre (RHI) ne sont pas dans le périmètre de cet indicateur.

Indicateur 3-2 : taux de logements aidés en vue d'une adaptation aux besoins des personnes âgées ou handicapées par rapport au nombre total de logements aidés

Mode de calcul: cet indicateur rapporte le nombre de logements subventionnés par l'Anah en vue d'une adaptation aux besoins des personnes âgées ou handicapées et le nombre total de logements aidés par l'Anah tous travaux confondus.

Indicateur 3-3 : taux de logements aidés par l'Anah dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique par rapport au nombre total de logements aidés par l'Anah

Mode de calcul : cet indicateur rapporte :

- au numérateur, les logements subventionnés par le Fonds national d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) et les logements des propriétaires occupants qui obtiennent un gain énergétique de plus de 25 % après travaux
- au dénominateur, l'ensemble des logements aidés par l'Anah.

Les aides aux syndicats de copropriétaires comprennent les aides accordées dans le cadre des OPAH copro, les plans de sauvegarde ou d'autres dispositifs.

Source: Anah – données traitées par la DGALN

Partie 2 : Bilan par région et par territoire de programmation

LLS financés dans la région Île-de-France

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
75	CG075	CG Paris	1 811	2 604	2 854	7 269	224	7 493
77	77288	CA Melun Val de Seine	33	79	16	128	118	246
77	DD077	DDT Seine et Marne	1 060	1 360	360	2 780	405	3 185
78	DD078	DDT Yvelines	978	1 090	1 157	3 225	318	3 543
91	DD091	DDT Essonne	878	1 515	1 128	3 521	845	4 366
92	DD092	UTHL92	875	1 248	1 438	3 561	446	4 007
93	DD093	UTHL93	868	1 316	1 577	3 761	591	4 352
94	DD094	UTHL94	671	1 419	1 454	3 544	601	4 145
95	95127	CA de Cergy-Pontoise	172	262	214	648	202	850
95	DD095	DDT Val d'Oise	729	608	1 391	2 728	349	3 077
			8 075	11 501	11 589	31 165	4 099	35 264

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	27 650	Total PLUS-PLAI :	19 576	Objectif atteint à :	70,80 %	
Objectif total LLS :	47 180	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS)				

LLS financés dans la région Alsace

Dép.	Territoire	Territoire		PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
67	67482	CU de Strasbourg	614	495	510	1 619	198	1 817
67	CG067	CG Bas Rhin	104	226	66	396	0	396
68	68224	CA Mulhouse Alsace Agglomération	84	201	118	403	29	432
68	CG068	CG Haut Rhin	102	61	86	249	19	268
		904	983	780	2 667	246	2 913	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	2 610	Total PLUS-PLAI:	1 887	Objectif atteint à :	72,30 %	
Objectif total LLS:	3 100	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS				

LLS financés dans la région Aquitaine

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
24	CG024	CG Dordogne	86	177	0	263	0	263
33	33063	CU de Bordeaux	905	1 661	1 080	3 646	37	3 683
33	DD033	DDTM Gironde	385	797	113	1 295	10	1 305
40	DD040	DDTM Landes	124	401	155	680	107	787
47	DD047	DDT Lot et Garonne	55	101	61	217	79	296
64	64102	CA Agglomération Côte Basque Adour	163	351	80	594	0	594
64	64445	CA de Pau - Pyrénées	89	186	186	461	0	461
64	CG064	CG Pyrénées Atlantiques	123	328	41	492	50	542
			1 930	4 002	1 716	7 648	283	7 931

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	7 520	Total PLUS-PLAI:	5 932	Objectif atteint à :	78,88 %
Objectif total LLS:	10 660	II s'agit des objectifs	initiaux notifie	és aux DREAL (Total France : 150) 000 LLS)

LLS financés dans la région Auvergne

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
03	CG003	CG Allier	27	47	26	100	151	251
15	DD015	DDT Cantal	37	90	44	171	0	171
43	DD043	DDT Haute Loire	34	78	179	291	0	291
63	DD063	DDT Puy de Dôme	311	683	475	1 469	26	1 495
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		409	898	724	2 031	177	2 208

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 100	Total PLUS-PLAI: 1 307	Objectif atteint à :	118,82 %			
Objectif total LLS :	2 480	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS)				

LLS financés dans la région Bourgogne

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
21	21231	CA Grand Dijon	128	259	188	575	0	575
21	CG021	CG Côte d'Or	22	61	0	83	0	83
58	DD058	DDT Nièvre	36	82	77	195	14	209
71	71076	CA Chalon - Val de Bourgogne	28	42	12	82	0	82
71	DD071	DDT Saône et Loire	39	59	243	341	77	418
89	DD089	DDT Yonne	32	101	211	344	159	503
		285	604	731	1 620	250	1 870	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 140	Total PLUS-PLAI:	889	Objectif atteint à :	77,98 %	
Objectif total LLS:	2 150	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS)				

LLS financés dans la région Bretagne

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
22	22050	CC de Dinan	7	12	146	165	0	165
22	22113	CA Lannion-Trégor Agglomération	20	45	0	65	0	65
22	22136	CC Cideral	31	11	0	42	0	42
22	22278	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	73	77	7	157	17	174
22	DD022	DDTM Côtes d'Armor	61	180	291	532	8	540
29	29019	CU de Brest Métropole Océane	110	375	98	583	0	583
29	29151	CA Morlaix-Communauté	27	277	0	304	0	304
29	29232	CA Quimper Communauté	68	131	0	199	0	199
29	CG029	CG Finistère	177	312	313	802	0	802
35	35238	CA Rennes Métropole	392	667	126	1 185	0	1185
35	35288	CA de Saint-Malo	33	76	22	131	0	131
35	35360	CA Vitré communauté	28	64	12	104	0	104
35	CG035	CG Ille et Vilaine	125	318	22	465	4	469
56	56121	CA du Pays de Lorient	141	341	7	489	0	489
56	56260	CA du Pays de Vannes Agglomération	84	185	64	333	0	333
56	CG056	CG Morbihan	108	168	125	401	0	401
			1 485	3 239	1 233	5 957	29	5 986

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI : 4 690 Total PLUS-PLAI : 4 724 Objectif atteint à : 100,72 %

Objectif total LLS: 7 040 Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS)

LLS financés dans la région Centre

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
18	18033	CA Bourges Plus	6	8	8	22	30	52
18	DD018	DDT Cher	33	62	136	231	16	247
28	DD028	DDT Eure et Loir	116	250	154	520	164	684
36	DD036	DDT Indre	19	51	106	176	12	188
37	37261	CA Tours Plus	112	273	178	563	0	563
37	CG037	CG Indre et Loire	115	145	151	411	0	411
41	41018	CA de Blois « Agglopolys »	12	23	98	133	140	273
41	DD041	DDT Loir et Cher	24	42	0	66	28	94
45	45234	CA d'Orléans - Val de Loire	132	218	70	420	152	572
45	CG045	CG Loiret	61	198	1	260	113	373
			630	1 270	902	2 802	655	3 457

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 800	Total PLUS-PLAI: 19	900	Objectif atteint à :	105,56 %		
Objectif total LLS :	2 850	Il s'agit des objectifs initiaux	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS)				

LLS financés dans la région Champagne-Ardenne

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
08	DD008	DDT Ardennes	35	109	78	222	184	406
10	DD010	DDT Aube	275	222	170	667	182	849
51	51108	CA de Châlons en Champagne	22	58	0	80	0	80
51	51454	CA de Reims	175	166	326	667	0	667
51	DD051	DDT Marne	24	55	0	79	88	167
52	DD052	DDT Haute Marne	41	71	0	112	12	124
			572	681	574	1 827	466	2 293

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	980	Total PLUS-PLAI:	1 253	Objectif atteint à :	127,86 %		
Objectif total LLS :	1 880	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LL					

LLS financés dans la région Franche-Comté

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
25	25056	CA du Grand Besançon	57	120	0	177	15	192
25	25388	CA du Pays de Montbéliard	15	26	6	47	122	169
25	CG025	CG Doubs	9	50	0	59	0	59
39	39198	CA du Grand Dôle	3	9	33	45	7	52
39	39300	CC du Bassin Lédonien	2	0	0	2	5	7
39	CG039	CG Jura	6	26	10	42	12	54
70	CG070	CG Haute Saône	10	44	0	54	61	115
90	90010	CA Belfortaine	2	21	0	23	0	23
90	DD090	DDT Territoire de Belfort	0	0	0	0	16	16
			104	296	49	449	238	687

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	660	Total PLUS-PLAI:	400	Objectif atteint à :	60,61 %		
Objectif total LLS :	1 060	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS					

LLS financés dans la région Languedoc-Roussillon

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
11	DD011	DDTM Aude	186	464	173	823	0	823
30	30007	CA d'Alès agglomération	78	103	114	295	0	295
30	30189	CA Nîmes Métropole	83	189	25	297	18	315
30	DD030	DDTM Gard	101	176	281	558	0	558
34	34003	CA Hérault Méditerranée	75	181	6	262	0	262
34	34032	CA Béziers Méditerranée	74	228	10	312	0	312
34	34172	CA Montpellier Agglomération	647	725	248	1 620	14	1 634
34	CG034	CG Hérault	125	324	77	526	26	552
48	DD048	DDT Lozère	28	72	52	152	0	152
66	66136	CA Perpignan Méditerranée	189	444	98	731	2	733
66	DD066	DDTM Pyrénées Orientales	128	339	85	552	0	552
			1 714	3 245	1 169	6 128	60	6 188

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	5 770	Total PLUS-PLAI :	4 959	Objectif atteint à :	85,94 %		
Objectif total LLS :	7 370	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS)					

LLS financés dans la région Limousin

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
19	DD019	DDT Corrèze	67	159	68	294	0	294
23	DD023	DDT Creuse	17	12	0	29	0	29
87	DD087	DDT Haute Vienne	98	202	112	412	20	432
		182	373	180	735	20	755	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	420	Total PLUS-PLAI:	555	Objectif atteint à :	132,14 %
Objectif total LLS :	Objectif total LLS : 620			ux DREAL (Total France : 150 000 l	LLS)

LLS financés dans la région Lorraine

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
54	54115	CC du Bassin de Pompey	12	28	0	40	0	40
54	54395	CU du Grand Nancy	121	243	130	494	151	645
54	DD054	DDT Meurthe et Moselle	188	162	169	519	97	616
55	CG055	CG Meuse	3	7	0	10	19	29
57	DD057	DDT Moselle	379	840	238	1457	26	1 483
88	DD088	DDT Vosges	28	23	14	65	46	111
		731	1 303	551	2 585	339	2 924	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 640	Total PLUS-PLAI:	2 034	Objectif atteint à :	124,02 %	
Objectif total LLS :	2 410	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000				

LLS financés dans la région Midi-Pyrénées

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
09	DD009	DDT Ariège	42	67	0	109	0	109
12	DD012	DDT Aveyron	35	85	122	242	0	242
31	31395	CA du Muretain	102	235	2	339	0	339
31	31446	CA Sicoval	93	145	35	273	0	273
31	31555	CU Toulouse Métropole	889	1 439	1 534	3 862	9	3 871
31	CG031	CG Haute Garonne	276	531	13	820	0	820
32	DD032	DDT Gers	63	146	0	209	0	209
46	CG046	CG Lot	75	72	4	151	0	151
65	DD065	DDT Hautes-Pyrénées	57	184	14	255	0	255
81	DD081	DDT Tarn	132	197	15	344	0	344
82	82121	Grand Montauban CA	12	30	0	42	48	90
82	CG082	CG Tarn et Garonne	24	61	9	94	0	94
		1 800	3 192	1 748	6 740	57	6 797	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	5 370	Total PLUS-PLAI :	4 992	Objectif atteint à :	92,96 %	
Objectif total LLS :	6 420	ll s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150				

LLS financés dans la région Nord-Pas-de-Calais

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
59	59178	CA du Douaisis	94	203	11	308	34	342
59	59183	CU de Dunkerque Grand Littoral	165	220	0	385	89	474
59	59350	CU de Lille Métropole	770	1 466	374	2 610	441	3 051
59	59392	CA Maubeuge Val de la Sambre	50	116	0	166	87	253
59	59606	CA de Valenciennes Métropole	56	180	83	319	75	394
59	59632	CA de la Porte du Hainaut	43	155	126	324	2	326
59	DD059	DDTM Nord	153	288	94	535	154	689
62	62041	CU d'Arras	20	126	0	146	51	197
62	62119	CA de l'Artois	67	229	3	299	90	389
62	62160	CA du Boulonnais	74	173	17	264	0	264
62	62498	CA de Lens - Liévin	81	197	0	278	236	514
62	DD062	DDTM Pas de Calais	172	621	152	945	97	1 042
		•	1 745	3 974	860	6 579	1 356	7 935

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI: 6 780 Total PLUS-PLAI: 5 719 Objectif atteint à : 84,35 %

Objectif total LLS: 8 180 Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000 LLS)

LLS financés dans la région Basse-Normandie

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
14	DD014	DDTM Calvados	372	673	635	1 680	135	1 815
50	50129	CU de Cherbourg	12	38	5	55	16	71
50	DD050	DDTM Manche	45	107	146	298	0	298
61	DD061	DDT Orne	35	68	9	112	75	187
		464	886	795	2 145	226	2 371	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 230	Total PLUS-PLAI :	1 350	Objectif atteint à :	109,76 %
Objectif total LLS :	2 380	Il s'agit des objectifs i	nitiaux notifiés au	x DREAL (Total France : 150	000 LLS)

LLS financés dans la région Haute-Normandie

Dép.	Territoire	Territoire		PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
27	27375	CA Seine - Eure	25	79	1	105	0	105
27	CG027	CG Eure	206	279	33	518	56	574
76	76114	CC Caux Vallée de Seine	9	119	12	140	0	140
76	76217	CA de la Région Dieppoise	36	71	27	134	54	188
76	76351	CA Havraise - CODH	72	203	257	532	80	612
76	76540	CA Rouen-Elbeuf-Austreberthe (CREA)	201	814	163	1 178	388	1 566
76	DD076	DDTM Seine Maritime	14	121	38	173	37	210
			563	1 686	531	2 780	615	3 395

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	2 420	Total PLUS-PLAI:	2 249	Objectif atteint à :	92,93 %
Objectif total LLS :	3 200	Il s'agit des objectifs	s aux DREAL (Total France : 1.	50 000 LLS)	

LLS financés dans la région Pays de la Loire

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
44	44109	CU Nantes Métropole	737	1 221	214	2 172	9	2 181
44	44184	CA Saint-Nazaire	100	174	91	365	22	387
44	DD044	DDTM Loire Atlantique	210	424	254	888	0	888
49	49007	CA Angers Loire Métropole	196	471	71	738	173	911
49	CG049	CG Maine et Loire	129	274	84	487	6	493
53	53130	CA Laval Agglomération	34	78	136	248	4	252
53	DD053	DDT Mayenne	17	38	128	183	0	183
72	72181	CU Le Mans Métropole	81	224	100	405	0	405
72	CG072	CG Sarthe	42	104	208	354	0	354
85	85191	CA La Roche sur Yon Agglomération	41	97	10	148	28	176
85	CG085	CG Vendée	94	413	227	734	0	734
		•	1 681	3 518	1 523	6 722	242	6 964

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	4 770	Total PLUS-PLAI:	5 199	Objectif atteint à :	108,99 %			
Objectif total LLS:	7 120	Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 150 000						

LLS financés dans la région Picardie

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
02	02691	CA de Saint Quentin						
02	02722	CA du Soissonais	32	89	13	134	28	162
02	DD002	DDT Aisne	63	139	17	219	0	219
60	60057	CA du Beauvaisis	37	83	55	175	0	175
60	60159	CA de la Région de Compiègne	20	38	18	76	0	76
60	DD060	DDT Oise	256	463	271	990	57	1 047
80	80021	CA Amiens	128	104	138	370	88	458
80	CG080	CG Somme	53	93	0	146	0	146
			589	1 009	512	2 110	173	2 283

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 310	Total PLUS-PLAI:	1 598	Objectif atteint à :	121,98 %
Objectif total LLS :	2 440	Il s'agit des objectifs i	initiaux notifiés au.	x DREAL (Total France : 150 00	00 LLS)

LLS financés dans la région Poitou-Charentes

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
16	DD016	DDT Charente	48	45	76	169	0	169
17	DD017	DDTM Charente Maritime	316	629	239	1 184	40	1 224
79	DD079	DDT Deux Sèvres	45	132	217	394	0	394
86	DD086	086 DDT Vienne		138	467	836	100	936
			640	944	999	2 583	140	2 723

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 320	Total PLUS-PLAI:	1 584	Objectif atteint à :	120 %
Objectif total LLS :	2 640	Il s'agit des objectifs initia	ux notifiés aux	DREAL (Total France : 150 000	LLS)

LLS financés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
04	DD004	DDT Alpes de Haute Provence	51	89	9	149	0	149
05	DD005	DDT Hautes Alpes	33	45	59	137	0	137
06	00886	CA de Nice - Côte d'Azur	230	513	99	842	86	928
06	DD006	DDTM Alpes Maritimes	291	649	276	1 216	0	1 216
13	13001	CA du Pays d'Aix-en-Provence	188	181	484	853	15	868
13	13004	CA d'Arles	33	49	30	112	0	112
13	13005	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	101	210	30	341	0	341
13	13055	CU Marseille Provence Métropole	245	808	633	1 686	492	2 178
13	DD013	DDTM Bouches du Rhône	220	575	116	911	18	929
83	83050	CA Dracénoise	43	89	0	132	0	132
83	83061	CA de Fréjus - Saint Raphaël	92	214	0	306	65	371
83	DD083	DDTM Var	414	1 020	196	1 630	342	1 972
84	DD084 DDT Vaucluse		119	267	162	548	0	548
		2 060	4 709	2 094	8 863	1 018	9 881	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	10 050	Total PLUS-PLAI:	6 769	Objectif atteint à : 67,35 %	
Objectif total LLS :	12 490	Il s'agit des objectifs	initiaux notifiés	aux DREAL (Total France : 150	000 LLS)

LLS financés dans la région Rhône-Alpes

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
01	CG001	CG Ain	338	753	295	1 386	0	1 386
07	DD007	DDT Ardèche	90	315	155	560	40	600
26	DD026	DDT Drôme	225	569	35	829	52	881
38	38185	CA Grenoble Alpes Métropole	400	600	457	1 457	47	1 504
38	38563	CA du Pays Voironnais	50	105	6	161	0	161
38	DD038	DDT Isère	167	430	227	824	74	898
42	DD042	DDT Loire	169	338	254	761	230	991
69	69123	CU de Lyon (Grand Lyon)	838	1 550	1 226	3 614	846	4 460
69	DD069	DDT Rhône	116	427	45	588	69	657
73	73065	CA de Chambéry	123	253	18	394	2	396
73	DD073	DDT Savoie	91	153	188	432	22	454
74	74012	CA Annemasse - Les Voirons - Agglomération	26	58	0	84	0	84
74	DD074	DDT Haute Savoie	371	635	323	1 329	0	1 329
			3 004	6 186	3 229	12 419	1 382	13 801

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	notifié à la région en PLUS-PLAI : 12 350		9 190	Objectif atteint à : 74,41	
Objectif total LLS :	Objectif total LLS: 15 840		itiaux notifiés aux l	DREAL (Total France : 150 000 LLS)	

LLS financés dans la région Corse

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
2A	DD02A	DDTM Corse du Sud	89	191	24	304	0	304
2B	DD02B DDTM Haute Corse		78	98	30	206	0	206
		167	289	54	510	0	510	

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	région en PLUS-PLAI : 420 Total		456	Objectif atteint à :	108,57 %
Objectif total LLS :	490	II s'agit des objectifs init	iaux notifiés (aux DREAL (Total France : 150 C	000 LLS)

Code	Territoire	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
CG075	CG Paris	7 269	6 097	6 053	8 520	5 691	5 777	4 760	4 795	3 636
31555	CU Toulouse Métropole	3 862	2 193	2 485	2 838	2 895	1 400	1 599	1 476	
DD093	UTHL93	3 761	6 437	6 423	6 125	4 405	3 291	2 841	2 745	1 848
33063	CU de Bordeaux	3 646	3 126	3 265	2 568	2 480	1 905	1 925	2 484	
69123	CU de Lyon (Grand Lyon)	3 614	4 282	3 353	4 275	4 198	3 337	2 872	1 401	
DD092	UTHL92	3 561						181	2 635	1 467
DD094	UTHL94	3 544	2 823	5 925	6 311	3 553	3 589	1 006	1 891	779
DD091	DDT Essonne	3 521	2 612	5 147	3 746	3 857	2 780	3 439	1 803	622
	DDT Yvelines	3 225	2 139	3 131	2 504	2 212	2 529	1 452	1 348	1 048
	DDT Seine et Marne	2 780	1 543	1 469	2 471	2 693	1 431	1 569	1 706	153
DD095	DDT Val d'Oise	2 728	1 167	3 658	2 953	1 518	1 832	1 391	1 147	633
59350	CU de Lille Métropole	2 610	2 510	2 581	2 442	2 320	1 948	1 416	1 473	033
44109	CU Nantes Métropole	2 172	2 151	1 843	2 215	2 163	1 078	1 414	1 261	
13055	CU Marseille Provence Métropole	1 686	804	1 316	1 573	1 747	1 745	2 048	1 903	
DD014	DDTM Calvados	1 680	1 065	1 498	1 478	1 161	1 315	987	1 005	864
	DDTM Var	1 630	1 324	931	1 344	1 071	809	834	1 525	544
										544
34172	CA Montpellier Agglomération	1 620	1 598	1 250	905	791	1 526	842	1 541	
67482	CU de Strasbourg	1 619	1 354	1 541	1 808	1 150	911	463	642	
DD063	DDT Puy de Dôme	1 469	1 044	695	1 355	1 223	1 374	1 017	1 138	690
38185	CA Grenoble Alpes Métropole	1 457	986	723	1 429	1 559	1 277	1 303	779	411
	DDT Moselle	1 457	1 073	948	1 112	1 380	1 324	1 121	1 188	504
CG001	CG Ain	1 386	1 229	1 247	1 252	1 068	1 181	1 265	1 128	
DD074	DDT Haute Savoie	1 329	1 332	1 073	1 448	1 682	1 286	1 285	1 327	932
DD033	DDTM Gironde	1 295	1 215	1 135	1 269	1 379	1 310	1 503	862	2 551
DD006	DDTM Alpes Maritimes	1 216	526	1 324	1 297	832	688	815	2 069	849
35238	CA Rennes Métropole	1 185	1 264	1 160	2 132	1 741	1 454	1 769	1 613	1 268
DD017	DDTM Charente Maritime	1 184	874	837	705	627	809	328	547	193
76540	CA Rouen-Elbeuf-Austreberthe (CREA)	1 178	1 137	1 404	1 915	234	51	113	77	
DD060	DDT Oise	990	616							
DD062	DDTM Pas de Calais	945	815	1 075	1 303	1 254	1 206	1 001	1 231	2 098
DD013	DDTM Bouches du Rhône	911	978	743	834	708	881	716	728	842
DD044	DDTM Loire Atlantique	888	1 433						5	2 098
13001	CA du Pays d'Aix-en-Provence	853	292	426	341	449	357	492	229	
06088	CA de Nice - Côte d'Azur	842	996	927	682	782	345	383		
DD086	DDT Vienne	836	420	207	427	672	405	477	636	509
	DDT Drôme	829	849	817	840	1 247	1 005	792	748	315
	DDT Isère	824	1 099	892	894	939	711	881	635	512
	DDTM Aude	823	477	621	692	716	423	382	450	424
CG031	CG Haute Garonne	820	785	622	729	1 214	661	1 059	1 133	444
CG031	CG Finistère	802	785 485	523	1 221	517	686	632	995	
										FF1
DD042	DDT Loire	761	1 042	1 103	1 242	1 196	794	1 033	653	551
49007	CA Angers Loire Métropole	738	682	847	1 597	1 773	535	309	554	
CG085	CG Vendée	734	644	571	588	854	632	782	551	
66136	CA Perpignan Méditerranée	731	583	665	695	345	710	237	303	
DD040	DDTM Landes	680	400	653	416	515	422	551	786	513

Ne sont listés dans ce tableau que les territoires actifs en 2013. Depuis 2005, certains territoires sont passés en délégation de compétence ou certaines délégations ont été abandonnées.

Code	Territoire	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
51454	CA de Reims	667	423	579	488	772	624	293		
DD010	DDT Aube	667	500	543	699	688	438	558	414	396
95127	CA de Cergy-Pontoise	648	756	443	353	288	104	472	288	
64102	CA Agglomération Côte Basque Adour	594	639	574	379	342	140	239	473	
DD069	DDT Rhône	588	703	1053	923	596	682	541	746	
29019	CU de Brest Métropole Océane	583	574	364	562	479	314	474	165	102
21231	CA Grand Dijon	575	903	919	663	636	638	658	514	
37261	CA Tours Plus	563	657	531	453	403	372	288	360	
DD007	DDT Ardèche	560	374	401	475	424	571	470	581	450
DD030	DDTM Gard	558	737	302	452	325	283	419	721	566
DD066	DDTM Pyrénées Orientales	552	583	609	397	444	213	289	365	709
DD084	DDT Vaucluse	548	659	695	688	812	480	561	616	366
DD059	DDTM Nord	535	419	510	653	662	718	869	577	3 525
DD022	DDTM Côtes d'Armor	532	351	274				492	698	599
76351	CA Havraise- CODH	532	336	426	264	453	189	139	249	
CG034	CG Hérault	526	617	679	586	316	300	242	715	
DD028	DDT Eure et Loir	520	338	513	283	333	303	295	359	382
DD054	DDT Meurthe et Moselle	519	273	334	527	411	509	452	397	253
CG027	CG Eure	518	215	201	397	792	381	414		
54395	CU du Grand Nancy	494	399	328	538	335	534	479	393	117
CG064	CG Pyrénées Atlantiques	492	479	731	481	521	444	344	549	437
56121	CA du Pays de Lorient	489	271	407	242	464	229	268	109	
CG049	CG Maine et Loire	487	553	399	501	746	431			
CG035	CG Ille et Vilaine	465	568	444	849	557	610	619	312	
64445	CA de Pau - Pyrénées	461	221	181	450	431	238	137	199	161
DD073	DDT Savoie	432	320	825	294	579	857	796	827	439
45234	CA d'Orléans - Val de Loire	420	279	265	648	411	418	421	487	294
DD087	DDT Haute Vienne	412	199	280	423	461	177	423	458	309
CG037	CG Indre et Loire	411	222	315	401	593	300	412	438	
72181	CU Le Mans Métropole	405	202	228	110	244	148	265	322	114
68224	CA Mulhouse Alsace Agglomération	403	186	265	404	509	500	734	395	
CG056	CG Morbihan	401	690	488	502	811				
CG067	CG Bas Rhin	396	435	631	929	800	840	859	640	
73065	CA de Chambéry	394	428	260	389	229				
DD079	DDT Deux Sèvres	394	375	497	161	473	353	472	360	364
59183	CU de Dunkerque Grand Littoral	385	385	343	284	384	355	395	337	274
80021	CA Amiens	370								
44184	CA de Saint Nazaire	365								
CG072	CG Sarthe	354	173	397	330	362	84	291	170	111
DD081	DDT Tarn	344	355	271	266	476	472	403	283	209
DD089	DDT Yonne	344	189	326	265	494	603	450	507	260
13005	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	341	215	4	230	180	70	81	171	
DD071	DDT Saône et Loire	341	343	484	359	353	374	415	379	450
31395	CA du Muretain	339	202	198	170	318	170			
56260	CA du Pays de Vannes Agglomération	333	275	359	461	489	312	325	372	

Carle is Porte du Histoart 334 241 294 353 389 338 377 362											
March Marc	Code	Territoire	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Mag C. A. Reirlers Mediterrande 312 209 143 224 273 224 132 28	59632	CA de la Porte du Hainaut	324	241	294	353	389	338	377	362	
19378 Adu Doualis 308 334 394 337 361 263 304 254	59606	CA de Valenciennes Métropole	319	387	433	386	427	377	328	491	
	34032	CA Béziers Méditerranée	312	209	143	224	273	234	132	28	
Montain-Communauté 304 114 88 124 62 54	59178	CA du Douaisis	308	324	394	337	361	263	304	254	
DOMA	83061	CA de Fréjus - Saint Raphaël	306	220	75	143	55	138	107		
Automatical Content	29151	CA Morlaix-Communauté	304	114	88	124	62	54			
DODGS DOTM Manche 298 256 106 584 402 302 317 426 239	DD02A	DDTM Corse du Sud	304	117	100	149	118	154	258	130	167
Milmas Metropole 297 154 510 212 352 454 498 381	62119	CA de l'Artois	299	214	146	402	551	510	477	406	
Milmas Metropole 297 154 510 212 352 454 498 381	DD050	DDTM Manche	298	256	106	584	402	302	317	426	239
1907 CA d'Alès agglomération 295 109 165 172 283 240 190 196 70	30189										
DODIGOTE DOT Correim 294 191 251 182 344 459 220 390 264 DODIGOT DOT HAUTE LOTE 291 99 174 223 661 365 469 231 84 Register 278 289 288 CA de Lens - Livin 278 250 335 631 595 666 759 527 114 221 221 221 221 221 222 222 222 223 222 223 222 225 276 131 228											70
DOMA DOT Haute Loire 291 99 174 223 601 365 469 231 84											
12498 CA de Lens - Liévin 278 250 335 631 595 606 759 527											
13146											- 04
S2160											
Court Cour											
MADOS CA Hérault Méditerranée 262 210 177 226 62 107 68 18											
CGOMS CG Loiret		9									
DODGS DDT Hautes Pyrénées 255 253 233 329 383 198 88 352 214											
CG068 CG Haut Rhin CG Haut Rhi											
1333 CA Laval Agglomération 248 149 120 126 124 127 173 166 170 170 160 177 178 17		·									214
DDT											
DDT Cher 231 55 63 283 238 251 265 269 222 224 224 224 225 2	53130	CA Laval Agglomération			120		124				
DDT Ardennes 222 117 99 162 190 172 144 394 224 225 224 225 225 226 223 224 225 22	DD012	DDT Aveyron	242	120	215	190	160	217	298	370	169
DDT Aisne 219 299 193 259 466 235 309 240 497 20047 2010 et Garonne 217 328 336 315 154 269 293 472 329 20032 2010 et Garonne 200 270 129 310 278 326 130 260 188 200028 2010 et Garonne 200 113 150 99 259 103 169 117 148 20023 2010 et Garonne 200 27	DD018	DDT Cher	231	55	63	283	238	251	265	269	222
Description	DD008	DDT Ardennes	222	117	99	162	190	172	144	394	224
DDT Gers DDT Gers DDT Gers DDT Gers DDT Gers DDT Gers DDT M Haute Corse DDT Nièvre DDT Nièvre DDT Nièvre DDT Nièvre DDT M Haute Corse DDT M	DD002	DDT Aisne	219	299	193	259	466	235	309	240	497
DDTM Haute Corse 206	DD047	DDT Lot et Garonne	217	328	336	315	154	269	293	472	329
Page 232 CA Quimper Communauté 199 158	DD032	DDT Gers	209	270	129	310	278	326	130	260	188
DDD Nièvre 195 60 79 194 150 170 91 63 16 DD053 DDT Mayenne 183 128 182 100 190 161 92 236 342 25056 CA du Grand Besançon 177 169 164 234 268 223 202 349 DDT Indre 176 110 185 124 225 195 176 381 205 50057 CA du Beauvaisis 175 246 206 203 223 201 119 279 DD076 DDTM Seine Maritime 173 217 252 502 1 651 1 550 790 1 050 1 334 DD015 DDT Cantal 171 178 279 195 181 166 467 185 165 D0016 DDT Charente 169 436 256 324 259 378 307 408 56 29392	DD02B	DDTM Haute Corse	206	113	150	99	259	103	169	117	148
DDD Nièvre 195 60 79 194 150 170 91 63 16 DD053 DDT Mayenne 183 128 182 100 190 161 92 236 342 25056 CA du Grand Besançon 177 169 164 234 268 223 202 349 DDT Indre 176 110 185 124 225 195 176 381 205 50057 CA du Beauvaisis 175 246 206 203 223 201 119 279 DD076 DDTM Seine Maritime 173 217 252 502 1 651 1 550 790 1 050 1 334 DD015 DDT Cantal 171 178 279 195 181 166 467 185 165 D0016 DDT Charente 169 436 256 324 259 378 307 408 56 29392	29232	CA Quimper Communauté	199	158							
DDT Mayenne 183 128 182 100 190 161 92 236 342	DD058		195	60	79	194	150	170	91	63	16
25056 CA du Grand Besançon 177 169 164 234 268 223 202 349 20036 DDT Indre 176 110 185 124 225 195 176 381 205 20057 CA du Beauvaisis 175 246 206 203 223 201 119 279 20076 DDTM Seine Maritime 173 217 252 502 1 651 1 550 790 1 050 1 334 20015 DDT Cantal 171 178 279 195 181 166 467 185 165 20016 DDT Charente 169 436 256 324 259 378 307 408 56 2039 CA Maubeuge Val de la Sambre 166 124 196 217 197 210 203 171 2205 205 368 209 378 307 408 56 368 308 129 103				128		100	190	161	92		342
DDT Indre 176 110 185 124 225 195 176 381 205 205 207 227		·									
50057 CA du Beauvaisis 175 246 206 203 223 201 119 279 DD076 DDTM Seine Maritime 173 217 252 502 1 651 1 550 790 1 050 1 334 DD015 DDT Cantal 171 178 279 195 181 166 467 185 165 DD016 DDT Charente 169 436 256 324 259 378 307 408 56 69392 CA Maubeuge Val de la Sambre 166 124 196 217 197 210 203 171 202050 CC de Dinan 165 117 131 208 129 103 37 20278 CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor 157 212 173 405 135 174 80 198 20048 DDT Lozère 152 139 100 114 194 93 142 58 27 <t< td=""><td></td><td>·</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>205</td></t<>		·									205
DD706 DDTM Seine Maritime 173 217 252 502 1 651 1 550 790 1 050 1 334 DD015 DDT Cantal 171 178 279 195 181 166 467 185 165 DDD16 DDT Charente 169 436 256 324 259 378 307 408 56 69392 CA Maubeuge Val de la Sambre 166 124 196 217 197 210 203 171 200 203 171 172 172 173 405 135<											203
DDT Cantal 171 178 279 195 181 166 467 185 165 DDD Charente 169 436 256 324 259 378 307 408 56 69392 CA Maubeuge Val de la Sambre 166 124 196 217 197 210 203 171 200 203 171 172 173 172 173 174 172 173 174 174 172 173 174 174 174 174 174 174 174 174 174 174											1 33/
DDT Charente 169 436 256 324 259 378 307 408 56 69392 CA Maubeuge Val de la Sambre 166 124 196 217 197 210 203 171 200 171 171 172 173 172 173 174											
166 124 196 217 197 210 203 171 170 2050 CC de Dinan 165 185 <td< td=""><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></td<>											
22050 CC de Dinan 165 <											30
88563 CA du Pays Voironnais 161 117 131 208 129 103 37 100 100 100 100 115 115 117 131 208 129 103 37 100 100 100 115 115 115 115 115 115 116 117 111 115 115 115 115 116 116 117 117 131 208 129 103 37 118 118 115 115 115 115 115 115 115 115 115 115 116 116 116 117 115 115 116 117 115 116 117 117 117 118 115 115 117 117 117 115 118 117 115 118 117 118 118 118 118 118 118 118 118 118 118 118 118 118				124	130	21/	197	210	203	1/1	
22278 CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor 157 212 173 405 135 174 80 198 DD048 DDT Lozère 152 139 100 114 194 93 142 58 27 CG046 CG Lot 151 125 168 198 208 308 260 300					117	121	200	120	102	27	
DD048 DDT Lozère 152 139 100 114 194 93 142 58 27 CG046 CG Lot 151 125 168 198 208 308 260 300		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·									
CG046 CG Lot 151 125 168 198 208 308 260 300	22278	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	157	212	173	405	135	174	80	198	
	DD048	DDT Lozère	152	139	100	114	194	93	142	58	27
NOOA DETAILED HELDE BROWNER AND 120 224 240 221 205 222 222	CG046	CG Lot	151	125	168	198	208	308	260	300	
אינער אויער אייער אויער אייער אויער אייער אויער אייער אויער אייער	DD004	DDT Alpes de Haute Provence	149	130	331	348	231	205	329	293	125

Code	Territoire	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
5191	CA La Roche sur Yon Agglomération	148	182	59	143	234	99	114	287	
2041	CU d'Arras	146	149	173	282	267	311	285	490	165
G080	CG Somme	146								
6114	CC Caux Vallée de Seine	140	253	97						
D005	DDT Hautes Alpes	137	64	204	193	136	82	373	235	36
2722	CA du Soissonais	134	84	78	88	175	95	150	125	
6217	CA de la Région Dieppoise	134	150	128	59	246	39	112		
1018	CA de Blois « Agglopolys »	133	4	10	35	84	21	79	244	
3050	CA Dracénoise	132	18	106						
5288	CA de Saint-Malo	131	222	390	350	183				
7288	CA Melun Val de Seine	128	73	109	62	111	311	130		
3004	CA d'Arles	112	101	278	166	232				
D052	DDT Haute Marne	112	309	172	136	299	74	100	317	162
D061	DDT Orne	112	165	226	246	112	78	277	662	200
D009	DDT Ariège	109	57	117	74	120	95	92	166	121
7375	CA Seine - Eure	105	73	102	115	200	86	146	137	
5360	CA Vitré communauté	104	71	64	56	41	34	31	71	
G003	CG Allier	100	228	300	249	454	369	520	430	
G082	CG Tarn et Garonne	94	150	151	175	222	162	135	358	
4012	CA Annemasse - Les Voirons - Agglomération	84	78	209	249	342	241	225	95	
G021	CG Côte d'Or	83	142	120	216	208	157	169		
1076	CA Chalon - Val de Bourgogne	82		112	214	233	146	89	98	
1108	CA de Châlons en Champagne	80	162	131	121	85	74	77	48	118
D051	DDT Marne	79	103	118	184	292	346	213	589	449
0159	CA de la Région de Compiègne	76	129	180	124	101	48	105	66	
D041	DDT Loir et Cher	66	91	150	137	109	232	159	270	207
2113	Lannion-Trégor Agglomération	65	54	55						
D088	DDT Vosges	65	159	118	161	316	389	279	259	138
G025	CG Doubs	59	79	79	156	270	408	227	192	
0129	CU de Cherbourg	55	81	28	109	142	72	49		
G070	CG Haute Saône	54	86	148	168	108	101	109		
5388	CA du Pays de Montbéliard	47	16	138	176	94	184	327	204	
9198	CA du Grand Dôle	45								
2136	CC Cideral	42	25	28	55	127	49	67		
2121	Grand Montauban CA	42	120	81	112	199	187	43	7	
G039	CG JURA	42								
4115	CC du Bassin de Pompey	40	65	222	60	63	64	92		
D023	DDT Creuse	29	38	48	47	48	182	116	117	130
0010	CA Belfortaine	23	52	30	89	127	125	66		
8033	CA Bourges Plus	22	164	45	121	137	124	148	154	
G055	CG Meuse	10	56	59	115	24	105	130		
9300	CC du Bassin Lédonien	2	16	17	16	89	18	49	55	

Glossaire

Les dispositifs financiers d'aide au logement

LLS Logements locatifs sociaux financés par les prêts PLAI, PLUS, PLUS-CD, PLS, Palulos communale et le produit spécifique

hébergement

PLAI Prêt locatif aidé d'intégration

PLUS Prêt locatif à usage social

PLUS-CD Prêt locatif à usage social construction-démolition

PLS Prêt locatif social

Palulos communale Logement appartenant ou géré par une commune mis sur le marché du logement social après réhabilitation financée

par une Palulos

PSLA Prêt social location-accession

Palulos Subvention destinée à améliorer la qualité des logements du parc HLM; elle peut actuellement être également

attribuée par la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)

Produit spécifique

hébergement

Dispositif mis en place en 2009 pour la création de centres d'hébergement (articles R 331-96 à R 331-110 du CCH)

AQS Amélioration de la qualité de service dans le logement social

Surcharge foncière Aide complémentaire qui peut être accordée en cas de dépassement des valeurs foncières de référence

(article R 331-24 du CCH)

Prime spécifique IDF Aide complémentaire qui peut être accordée en Île-de-France pour les PLAI et la part des PLUS correspondant aux

logements destinés aux ménages dont les revenus sont inférieurs aux plafonds de ressources PLAI

(article R 381-4 du CCH).

Mous Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, prestation de service destinée à faciliter le logement de certains ménages en

situation difficile (Circulaire du 2 août 1995)

PO Logements aidés par l'Anah occupés par leurs propriétaires

PB Logements aidés par l'Anah appartenant à des propriétaires bailleurs

PEEC Participation des employeurs à l'effort de construction ou Action Logement (autrefois appelé 1 % Logement)

Caractéristiques des logements

AA Acquisition-amélioration. Il s'agit de logements dont l'acquisition est financée, ainsi que, le cas échéant, les travaux

nécessaires

Logement ordinaire Par logement ordinaire, on entend les logements qui ne font pas partie des différentes formes de logements foyers

(foyers pour personnes âgées ou handicapées, résidences sociales) ou d'établissements d'hébergement

Label de performance BBC (bâtiment basse consommation), HPE (haute performance énergétique), THPE (très haute performance

énergétique énergétique)

Surface habitable et La surface utile est égale à la surface habitable du logement, telle que définie à l'article R 111-2 du CCH, augmentée

de la moitié de la surface des annexes définies par arrêté du ministre chargé du Logement (articles R 331-10 et

353-16-2° du CCH).

Les acteurs

surface utile

Anru Agence nationale pour la rénovation urbaine

Anah Agence nationale de l'habitat

Foncière Association Foncière logement, chargée de réaliser des PLS dans des conditions spécifiques

GALION Logiciel d'instruction des financements des aides aux logements (aides à la pierre)

SISAL Infocentre du suivi des logements aidés



Contacts

Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

Sous-direction des politiques de l'habitat Bureau de la connaissance sur le logement et l'habitat



MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Ministère du Logement et de l'Égalité des territoires

Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature

Arche sud 92055 La Défense Cedex